



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/54/53
7 March 2008



FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Cinquante-quatrième réunion
Montréal, 7 – 11 avril 2008

**PROJET DE LIGNES DIRECTRICES POUR LA PRÉPARATION DES PLANS
DE GESTION DE L'ÉLIMINATION DES HCFC INTÉGRANT LES ENQUÊTES
SUR LES HCFC (DÉCISION 53/37 H))**

Les documents de pré-session du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

Par souci d'économie, le présent document a été imprimé en nombre limité. Aussi les participants sont-ils priés de se munir de leurs propres exemplaires et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

INTRODUCTION

1. Le présent document, qui contient le projet de lignes directrices pour la préparation des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) a été préparé par le Secrétariat avec le concours des agences d'exécution en réponse à la décision 53/37. Dans cette décision, le Secrétariat a été prié de travailler « avec les agences d'exécution pour examiner les lignes directrices existantes pour les programmes de pays et les plans sectoriels et proposer à la 54^e réunion un projet de lignes directrices sur la préparation de PGEH, comprenant les enquêtes sur les HCFC, en tenant compte des commentaires et des points de vue sur ces lignes directrices émis par les membres du Comité exécutif à la 53^e réunion et dans les exposés à la 54^e réunion. » La décision précise par ailleurs que « le Comité exécutif fera tout son possible pour approuver les lignes directrices à sa 54^e réunion ». La finalisation de lignes directrices sur les PGEH à la 54^e réunion permettrait d'approuver le financement de la préparation des plans nationaux à la 55^e réunion.

2. En préparant ce document, le Secrétariat a également tenu compte d'autres aspects de la décision 53/37, en particulier les éléments juridiques indispensables mentionnés au sous-paragraphe c) et la présomption du sous-paragraphe d) que le Secrétariat tiendra compte, pour les HCFC, des politiques et lignes directrices existantes du Fonds multilatéral. La décision XIX/6 de la dix-neuvième Réunion des Parties a également été prise en compte (Annexe I).

3. Les observations et opinions des membres du Comité exécutif et des agences d'exécution ont été prises en considération dans l'élaboration du présent document et ont été organisées dans les questions d'orientation pertinentes, qui sont examinées et suivies d'une recommandation du Secrétariat. Suite à la 53^e réunion, le Secrétariat a reçu les observations et opinions des pays suivants : Australie/Canada, Chine, République tchèque, Mexique, Allemagne, Japon, Suède, États-Unis d'Amérique et Uruguay. Les observations des membres du Comité exécutif sont reproduites à l'Annexe II.

4. Le présent document comprend trois sections : La Section I définit le calendrier et l'approche générale concernant l'adoption de lignes directrices concernant l'élaboration de PGEH. La Section II aborde les questions d'orientation liées à l'élaboration des lignes directrices. La Section III décrit les activités spécifiques devant être menées en matière de collecte de données, de préparation, de consultation et de finalisation d'un projet de lignes directrices pour la préparation de PGEH.

SECTION I : CALENDRIER ET APPROCHE GÉNÉRALE CONCERNANT L'ÉLABORATION DE LIGNES DIRECTRICES SUR LES PLANS DE GESTION DE L'ÉLIMINATION DES HCFC.

Calendrier

5. Selon les opinions exprimées lors des débats de la 53^e réunion, il pourrait être nécessaire que les pays visés à l'Article 5 prennent sans tarder des mesures pour élaborer des PGEH nationaux et entamer (et accélérer si possible) l'élimination des HCFC pour respecter le gel de 2013.

6. Pour apprécier l'ampleur du travail d'élimination susceptible d'être mené pour que les pays respectent le gel de 2013 et les réductions de 2015 concernant les HCFC, le Secrétariat a examiné les données relevant de l'Article 7 et les programmes de pays couvrant ces substances. La consommation de HCFC est essentiellement due à trois substances (HCFC 141b, 142b et 22). Les données indiquent également que la majorité de la consommation de HCFC est imputable à sept pays visés à l'Article 5 (hormis ceux qui ne sollicitent pas l'assistance financière du Fonds multilatéral)¹, qui ont chacun une consommation supérieure à 360 tonnes PAO. Qui plus est, les données relevant de l'Article 7 montrent que les taux de croissance ont fluctué entre 4 et 34 pour cent au cours des cinq dernières années, avec une croissance annuelle moyenne de 18 pour cent pendant la période considérée. Il est donc difficile d'évaluer quel sera le taux de croissance de la consommation dans les pays visés à l'Article 5, notamment au vu des mesures de réglementation accélérées convenues par les Parties en septembre 2007. Bien que de nouveaux travaux soient nécessaires pour élaborer une méthodologie de prévision des taux de croissance, les agences d'exécution les estiment entre 8 et 10 pour cent sur la base de leur expérience et des enquêtes réalisées. L'Annexe III présente les données de consommation et de production communiquées en vertu de l'Article 7 pour les années 2001 à 2006 et comprend des projections fondées sur une croissance annuelle moyenne supposée égale à 10 pour cent aux fins de démonstration. En utilisant ces chiffres, la différence entre la consommation anticipée pour 2012 et le niveau de référence anticipé donne un niveau d'élimination hypothétique requis pour respecter le gel.

7. Si l'on suppose une croissance annuelle moyenne de 10 pour cent² par rapport à la consommation effective en 2006 jusqu'au gel de 2013, les pays visés à l'Article 5 admissibles aux fins de financement devraient éliminer en 2012 9 600 tonnes PAO supplémentaires de leur consommation de HCFC pour respecter cette échéance. Ceci correspond à environ 137 000 tonnes métriques, ce qui illustre l'importance de l'élimination requise pour atteindre la première mesure de réglementation. Dans le secteur de la production, environ 10 000 tonnes PAO devraient être éliminées, soit environ 153 000 tonnes métriques.

8. Supposant que la durée moyenne de mise en œuvre d'un projet d'élimination du Fonds multilatéral soit maintenue au niveau historique de 35 mois, les interventions devraient être approuvées au début de 2010 pour permettre aux pays de respecter le gel de 2013. Qui plus est, la préparation des programmes de pays, PGF et/ou PGEF menées dans le cadre du Fonds ayant généralement pris plus de 15 mois, les données figurant à l'Annexe III confirment le besoin d'examiner l'approbation à court terme de lignes directrices sur les PGEH de sorte qu'ils soient élaborés le plus tôt possible. Des mesures prises en temps opportun pourraient permettre de respecter le gel de 2013 et la réduction de 10 pour cent en 2015 au moindre coût. Elles faciliteraient également la poursuite des activités d'élimination qui ont déjà été financées dans le secteur de l'entretien.

¹ République de Corée, Singapour et Émirats arabes unis.

² Compte tenu de la croissance moyenne annuelle de 18 % indiquée dans les données relevant de l'Article 7 pour les années 2002 à 2006, les pays visés à l'Article 5 devrait éliminer 23 315 tonnes PAO de consommation et 24 178 tonnes PAO de production en 2012 pour respecter le gel.

Une approche progressive

9. Il existe à l'heure actuelle plusieurs solutions de remplacement des HCFC qui n'appauvrissent pas la couche d'ozone. Ces solutions varient en matière de disponibilité, de maturité des technologies, de rapport coût-efficacité, de rendement énergétique et d'autres aspects environnementaux. Certains pays visés à l'Article 5 se trouvent ainsi face à d'importantes incertitudes concernant les technologies futures. Compte tenu de ce qui précède et du besoin de prendre des mesures opportunes suite à la décision XIX/6, il est souhaitable que la mise en œuvre des PGEH se fasse de manière progressive. Il faudra pour cela élaborer, d'une part, une vision systémique fondamentale de l'ensemble du processus d'élimination et, d'autre part, un plan détaillé définissant les activités d'élimination nécessaires pour respecter le gel initial et la réduction de 10 pour cent.

10. Schématiquement, les pays pourraient élaborer une stratégie à long terme définissant une orientation générale ainsi que les mesures critiques qu'ils entendent prendre pour éliminer les HCFC. Une telle approche pourrait être décrite à l'aide de phases séquentielles fournissant un délai d'exécution suffisant pour que les autres questions d'orientation soient résolues au niveau du Fonds et des pays. À cet égard, et compte tenu des incertitudes concernant les progrès technologiques, la stratégie à long terme pourrait inclure des options et être révisée et actualisée périodiquement sur la base, entre autres choses, du développement de solutions et de substances de remplacement.

11. Deuxièmement, dans le cadre de cette stratégie, les pays pourraient élaborer une approche concrète pour la phase 1 de leur PGEH, qui pourrait préciser en détail comment ils entendent respecter les mesures de réglementation des HCFC en 2013 et 2015. La phase 1 consisterait à recenser des activités et/ou projets spécifiques et les coûts indicatifs associés, si possible, en ayant à l'esprit que les coûts pourront nécessiter un ajustement lorsque les lignes directrices sur les surcoûts des projets d'investissement sur les HCFC auront été convenues.

12. L'état actuel de la technologie concernant les solutions de remplacement des HCFC est abordé dans le document préliminaire sur l'analyse de toutes les questions pertinentes liées aux coûts connexes au financement de l'élimination des HCFC (UNEP/OzL.Pro/ExCom/54/54). Pour résumer, ce document indique que certaines technologies sont actuellement disponibles pour remplacer à court terme certains types d'utilisation des HCFC, avec divers impacts environnementaux (y compris sur les changements climatiques), tandis que d'autres technologies ne sont peut-être pas disponibles ou applicables à l'échelle mondiale à l'heure actuelle mais pourraient l'être dans un avenir proche. Il est impératif que la phase 1 du PGEH soit élaborée en tenant compte des technologies d'élimination des HCFC les plus rentables et durables au moment de la préparation de ces plans de gestion tout en tenant compte de l'ensemble des options technologiques possibles. Une approche progressive de la mise en œuvre des PGEH aurait l'avantage de limiter la croissance et d'éliminer les utilisations de HCFC à court terme dans des domaines où les technologies de substitution sont facilement disponibles et d'un bon rapport coût-efficacité.

13. Compte tenu de la maturité relative de certaines substances de remplacement et de l'expérience acquise concernant leur utilisation, des activités d'élimination pourraient être menées à court terme dans les sous-secteurs utilisant déjà des technologies de substitution ayant

fait leurs preuves. S'il pourrait être utile d'utiliser des projets pilotes pour tester ces technologies et engranger de l'expérience pour les pays et les activités futures du Fonds multilatéral, le fait que ces projets pilotes risquent de prendre en moyenne 35 mois ne devrait pas retarder l'approbation de plans axés sur des technologies ayant fait leurs preuves. Dès lors que les projets pilotes contribueraient à la réduction de la consommation des HCFC vers le niveau de gel pour les pays visés à l'Article 5, ils devraient être présentés dans le cadre de la stratégie générale à court terme du PGEH. La deuxième phase du PGEH aborderait la consommation et la production de HCFC au-delà du gel et de la réduction de 10 pour cent. Il est vraisemblable que certains pays décideront d'éliminer leur consommation de HCFC avant l'échéance prévue et pourront décider que cette phase concerne leur consommation restante.

14. Dans le secteur de la production, les activités d'élimination pourraient se concentrer dans un premier temps sur les SAO dont l'utilisation doit faire l'objet d'une élimination précoce. Il pourrait être possible, comme dans le secteur de la consommation, de viser l'élimination de la production avec un accent sur les HCFC ayant le plus fort potentiel d'appauvrissement de l'ozone. D'après les expériences sur l'élimination des CFC, il a été suggéré à la 53^e réunion que l'élimination de la production de HCFC devrait être abordée en parallèle avec l'élimination de la consommation. L'élimination de la production de HCFC-22 a une incidence directe sur la consommation requise de cette substance dans les secteurs de l'entretien et de la production et son élimination opportune est donc également importante. Il s'ensuit que les PGEH devraient également comprendre des informations sur les installations, leurs dates d'établissement et l'admissibilité des pays dotés de telles installations à recevoir des unités de réduction certifiée des émissions (URCE) pour l'incinération du HFC-23 dans le cadre du Mécanisme de développement propre (MDP).

15. Pour les pays utilisant les HCFC dans les secteurs de l'entretien et de la production, des plans sectoriels fondés sur les performances pourraient être envisagés dans le cadre des étapes ultérieures du PGEH, en fonction des progrès technologiques. Ce point est particulièrement important pour les pays dont la consommation de HCFC est élevée dans plusieurs secteurs. Par ailleurs, des mesures initiales, telles que celles appliquées aux pays uniquement dotés d'un secteur de l'entretien, seront également nécessaires. À cet égard, il est entendu que dans les pays utilisant des HCFC dans d'autres secteurs, une phase finale pourrait être subordonnée à l'élaboration de technologies d'un bon rapport coût-efficacité et acceptables du point de vue de l'environnement. Cela étant, il est possible que des pays de cette catégorie soient prêts à accélérer l'élimination des HCFC en fonction de la nature de leur utilisation et de la disponibilité des substances de remplacement privilégiées. Il est par contre possible que certains pays ne puissent s'attaquer qu'à un secteur ou sous-secteur au cours de la phase 1 de leur PGEH.

16. Pour les deux tiers estimés des pays visés à l'Article 5 dont la consommation de HCFC est limitée au secteur de l'entretien, il y a tout lieu de penser que la phase 1 sera axée sur des interventions semblables à celles figurant dans les PGF, PGEF et PNE (adaptation des cadres de réglementation existants applicables aux HCFC, remplacement/conversion des équipements utilisant des HCFC, formation et certification des agents des douanes et des techniciens en réfrigération, programmes d'incitation au remplacement et/ou à la conversion des équipements, exigences relatives aux unités de gestion des projets et/ou au renforcement des capacités, etc.). Si cela est jugé nécessaire aux fins de conformité, la phase 1 pourrait également envisager

l'interdiction précoce (partielle ou totale) de l'importation et/ou de la vente de systèmes de réfrigération ou de climatisation neufs ou usagés utilisant des HCFC. Les solvants, aérosols et équipements de lutte contre l'incendie devraient également être visés le cas échéant, lorsque cela est économiquement viable et technologiquement réalisable. La phase 1 devrait également envisager la formulation d'une approche générale concernant la sensibilisation du public et la consultation des parties prenantes, fondée sur l'expérience acquise lors de l'élimination des CFC.

17. Un pays prêt à procéder à l'élimination totale des HCFC pourrait soit éliminer totalement les 90 pour cent restants de son niveau de référence dans le cadre d'un processus d'approbation d'une deuxième phase, soit planifier cette élimination totale sur plusieurs phases correspondant le mieux à sa situation et à sa capacité à réduire et surveiller sa production et sa consommation de HCFC. Ceci suppose qu'un pays soit prêt à s'engager à accélérer l'élimination des HCFC de sorte qu'elle intervienne avant la date fixée par le Protocole de Montréal, comme l'ont fait de nombreux pays lors de l'élimination des substances chimiques des annexes A et B.

SECTION II : RÉSUMÉ DES QUESTIONS D'ORIENTATION LIÉES AUX PLANS DE GESTION DE L'ÉLIMINATION DES HCFC

18. Cette section aborde les questions d'orientation liées aux PGEH devant être prises en compte lors de l'élaboration des lignes directrices.

Examen des lignes directrices pertinentes et classification des plans de gestion de l'élimination des HCFC

19. Les lignes directrices sur les programmes de pays (Annexe III) adoptées à la troisième réunion du Comité exécutif pourraient servir de base à l'élaboration des PGEH. Un programme de pays achevé comprenait un bilan détaillé de la consommation et de la production de SAO, un aperçu de l'infrastructure juridique et institutionnelle susceptible de faciliter l'élimination, une stratégie et un plan d'action détaillés y compris une liste des projets potentiels et des coûts estimés pour le pays pour atteindre l'élimination requise. L'approbation par le Comité exécutif de l'intégralité du programme de pays et de tous ses éléments n'engageait toutefois pas le pays à respecter l'élimination visée et ne signifiait pas non plus que les fonds suggérés dans le programme de pays pour les activités recensées avaient été approuvés ou que le pays était tenu à respecter la consommation déclarée. Par contre, avec les plans d'élimination ultérieurs tels que les PNE, PES, PGF et PGEF, l'approbation du Comité exécutif était liée à la consommation déclarée (et convenue) de SAO, tandis que des fonds étaient garantis et des objectifs définis, alors que le pays s'engageait à respecter des obligations spécifiques en matière d'élimination.

20. Le format et le contenu des PNE et PES et les accords correspondants fournissent également des précédents pouvant être utilisés par les pays visés à l'Article 5 pour élaborer des PGEH applicables aux secteurs de la production et de l'entretien. À cet égard, l'accord contenu dans les PNE et PES entre le Comité exécutif et les pays destinataires a servi de base aux engagements nationaux (38/65 et 46/37) concernant la réalisation des réductions annuelles visées en matière de consommation et/ou de production. La réalisation de ces objectifs est utilisée pour décider du décaissement des tranches ultérieures de financement ou de l'imposition d'une pénalité dans le cas contraire.

21. Le paragraphe 16 ci-dessus décrit les interventions possibles pour éliminer les HCFC dans les pays les utilisant uniquement dans le secteur de l'entretien. Les directives sur les PGF et leur mise à jour (décision 31/48) définissent les engagements que les pays doivent assumer pour respecter l'échéance et jusqu'à 85 pour cent de réduction des CFC d'ici la fin de 2007. Les pays à faible volume de consommation ont reçu un financement pour leur PGF et/ou PGEF couvrant l'élimination des CFC dans les secteurs de la réfrigération et de la climatisation. Des éléments des directives sur les PGEF (décision 45/54) pourraient donc également s'appliquer à l'élaboration des PGEH.

Cadre juridique et réglementaire

22. L'existence d'un cadre juridique et réglementaire approprié dans les pays est un aspect important de l'élaboration d'un PGEH et du respect du Protocole dans les pays visés à l'Article 5 et les autres. Au demeurant, les Parties à l'Amendement de Montréal sont tenues au titre de l'Article 4b de mettre en place un système d'autorisation couvrant entre autres les HCFC. Les mesures de réglementation ne sont efficaces que lorsque ces systèmes contrôlent l'importation des HCFC et des équipements utilisant ces substances. Il est impératif que toute Partie visée à l'Article 5 qui n'a pas inclus les HCFC dans son système d'autorisation le fasse d'urgence pour respecter le gel de 2013 et les mesures de réglementation ultérieures. La mise en place d'un système d'autorisation devrait également comprendre un vaste système de surveillance et de contrôle.

23. Les pays devraient être encouragés à inclure ou réviser leurs systèmes d'autorisation actuels pour intégrer les ajustements adoptés à la XIVe réunion des Parties lors de l'élaboration de leur PGEH. Le financement de la mise en œuvre des PGEH n'étant vraisemblablement envisageable qu'après l'intégration des HCFC dans les réglementations actuelles, le Comité exécutif pourrait subordonner l'approbation des fonds y afférents à l'existence d'un système d'autorisation approprié pour ces substances, à l'instar des lignes directrices relatives aux PGEF.

Point de départ utilisé pour les réductions globales soutenues de la consommation

24. Le Comité exécutif a défini le concept d'un point de départ pour les réductions globales soutenues de la consommation dans le contexte de la planification stratégique de l'élimination de la consommation des CFC à sa 35^e réunion, en décembre 2001 (décision 35/57)³, deux ans après que les niveaux de référence aient été établis pour les CFC. Cette décision permettait à chaque pays d'utiliser son niveau de référence ou ses données de consommation les plus récentes comme niveau global devant être utilisé pour mesurer les réductions futures de la consommation, en fournissant un niveau pour financer la consommation restante de CFC. Les niveaux de référence des HCFC aux termes du Protocole de Montréal seront définis en 2011 sur la base de la consommation nationale moyenne en 2009 et 2010, conformément à la décision XIX/6.

³ Concernant les décisions prises pour définir le point de départ à partir duquel les réductions futures de CFC seraient calculées, les financements complémentaires liés aux CFC ont été approuvés pour les mises à jour de programmes de pays et le renforcement institutionnel a été augmenté de 30 % pour répondre aux besoins croissants des pays concernant l'adoption d'une approche nationale de l'élimination de ces substances.

25. Pour les pays visés à l'Article 5 dont la consommation restante de CFC ne concerne que le secteur de l'entretien (pays à faible volume de consommation), l'engagement pris dans les PGF concernait le respect des échéances de 2005 et 2007 quel que soit le niveau de consommation choisi par le pays pour les réductions globales soutenues. Le présent document repose sur de nouvelles catégories de pays : ceux dont les besoins concernent uniquement le secteur de l'entretien et ceux dont les besoins proviennent des secteurs de l'entretien et de la production (plutôt que de classer les pays en fonction de leur volume de consommation). Lors de l'élaboration des PGEH, les types d'interventions nécessaires seront donc fondés sur l'utilisation des HCFC dans les pays plutôt que sur leur volume de consommation. Il est vraisemblable que les pays dont les besoins concernent uniquement le secteur de l'entretien pourront avoir du mal à respecter l'échéance, et le système fondé sur les performances utilisé dans les PGEH pourra donc dépendre de l'achèvement des activités de ce plan pour permettre le décaissement annuel des tranches de financement. Ceci contribuera également à ce que l'utilisation des HCFC dans le secteur de l'entretien n'augmente pas suite à la période de référence.

26. Pour les pays visés à l'Article 5 dotés de secteurs de la production et de l'entretien, les accords sectoriels ou le plan national d'élimination les engageaient également à réduire leur consommation et/ou production selon un calendrier approuvé par le Comité exécutif en accord avec les pays, avec des échéances correspondant aux mesures de réglementation du Protocole de Montréal ou en avance sur celles-ci. Pour veiller à ces réductions soutenues, des accords sectoriels et PNE nécessitent un point de départ à partir duquel interviennent les réductions. En utilisant une approche semblable, les PGEH des pays dotés de secteurs de production pourront être soumis à l'approbation soit après avoir déterminé la consommation de référence en 2011 soit avec un point de départ pour les réductions soutenues de la consommation totale, qui pourrait être la dernière consommation de HCFC avant l'approbation du PGEH ou la soumission du premier projet pour lequel une quantité spécifique de HCFC à éliminer est calculée.

Autres questions devant être abordées dans les plans de gestion de l'élimination des HCFC

27. Comme indiqué plus haut, les lignes directrices et formats existants applicables aux programmes de pays, PGF/PGEF, PNE et PES pourront être utiles lors de l'élaboration des lignes directrices sur les PGEH. D'autres questions liées à l'élimination des HCFC doivent toutefois être prises en compte, bien qu'elles ne soient pas incluses dans les lignes directrices existantes du Comité exécutif ou que celui-ci n'ait pas encore tranché à leur égard. Ces questions sont examinées au paragraphe suivant.

Aspects financiers et plans d'action de la phase 1

28. À sa 54^e réunion, le Comité exécutif examinera un document préliminaire sur les aspects financiers liés à l'élimination des HCFC (UNEP/OzL.Pro/ExCom/54/54). Bien qu'il soit possible que les orientations définitives du Comité exécutif concernant les coûts ne soient pas arrêtées lors de cette réunion, l'élaboration de la phase 1 des PGEH devrait inclure des estimations des coûts des activités proposées qui sont suffisamment avancées pour permettre d'évaluer les fonds requis pour la mise en œuvre d'un accord fondé sur les performances pour la phase 1. Le coût des activités figurant dans les plans de la phase 1 ne devrait pas uniquement tenir compte des lignes directrices existantes approuvées pour les CFC et les autres SAO mais également indiquer

les coûts totaux et toutes les sources de financement y compris, entre autres, celles du Fonds multilatéral. Des informations devraient également être fournies pour les entreprises qui consomment actuellement des HCFC après avoir utilisé des CFC. À mesure de l'élaboration des lignes directrices sur les HCFC, les PGEH devraient tenir compte des orientations les plus récentes du Comité. Les PGEH pourraient également inclure au moins une autre estimation des coûts à condition que les hypothèses utilisées pour ces estimations et leurs coûts soient présentées de manière suffisamment détaillée pour permettre un examen approfondi.

Technologies et avantages pour les changements climatiques

29. Il a été noté, lors de la 53^e réunion, que les PGEH devraient refléter l'esprit de la décision XIX/6 concernant les avantages pour le climat associés aux solutions de remplacement. Il s'ensuit que, bien que les lignes directrices actuelles concernant les seuils de coût-efficacité soient fondées sur les valeurs de PAO, les PGEH devraient également aborder la possibilité de maximiser les avantages associés à l'utilisation de solutions de remplacement dont le potentiel de réchauffement de la planète (PRP) est moindre en tenant compte du rendement énergétique, des équipements et des circonstances climatiques.

30. Dans d'autres observations écrites, des membres ont suggéré qu'une politique de conversion décourageant l'utilisation de solutions de remplacement des HCFC à fort PRP soit envisagée. Il a également été proposé que des activités stratégiques susceptibles d'être soutenues par le Fonds soient recensées d'ici l'établissement de la valeur de référence (fin 2010). Ces activités pourraient inclure, entre autres, des projets de démonstration dont le PRP est nul ou très faible, des mesures efficaces de conservation de l'énergie, la mise en place du cadre nécessaire de gestion, de suivi et de sensibilisation dans les secteurs utilisant des HCFC et la poursuite des activités complémentaires de formation et de renforcement des capacités dans les secteurs pertinents. Le document sur les aspects financiers aborde certains éléments du PRP applicables aux technologies de remplacement proposées ainsi que les sources de cofinancement potentiel. Le choix des technologies devrait également tenir compte du paragraphe 15 de la décision XIX/6 pour que des substances de remplacement et des technologies écologiques soient transférées aux pays visés à l'Article 5 dans des conditions équitables et aussi favorables que possible.

Sources de financement et incitations financières

31. L'une des questions abordées au paragraphe i) de la décision 53/37 concerne le besoin d'envisager des incitations financières et des possibilités de cofinancement susceptibles de veiller à ce que l'élimination des HCFC produise les avantages prévus au paragraphe 11 b) de la décision XIX/6. Ce paragraphe couvre « Les produits et solutions de remplacement qui réduisent au minimum les autres impacts sur l'environnement, en particulier sur le climat, en tenant compte de leur potentiel de réchauffement global, de leur consommation d'énergie et d'autres facteurs pertinents tels les considérations d'ordre sanitaire, sécuritaire et économique ».

32. Le Comité exécutif a par le passé permis que des fonds de subvention d'entreprises bénéficiaires et d'autres institutions financières soient utilisés à des fins de cofinancement de sorte que les ressources du Fonds puissent servir de capitaux d'amorçage. Plus récemment, le Comité exécutif a approuvé des projets de démonstration sur les refroidisseurs à condition que les ressources du Fonds, fournies dans le cadre d'une subvention, soient cofinancées par le Fonds

pour l'environnement mondial ou d'autres fonds liés aux changements climatiques, à la conservation de l'énergie, ou d'autres sources. Les fonds alloués aux projets de démonstration ont servi de capitaux d'amorçage et ont permis aux pays d'acquérir une expérience sur l'accès à des sources de financement autres que le Fonds multilatéral.

33. Qui plus est, d'autres formes de programmes d'incitation, en particulier dans le secteur des utilisateurs finaux, ont été élaborées dans le cadre des PGF et PGEF. Les PGEH devraient également aborder dans quelle mesure les avantages autres que ceux associés à la valeur en PAO de l'élimination des HCFC pourraient être abordés par des incitations financières et des possibilités de cofinancement et comment ces programmes pourraient être mis en œuvre.

Dispositions institutionnelles

34. Les paragraphes e) et f) de la décision 53/37 stipulent :

« Que les institutions et les capacités des pays visés à l'Article 5 développées grâce à l'assistance du Fonds multilatéral pour l'élimination des SAO autres que les HCFC devraient être utilisées, afin de faire des économies lors de l'élimination des HCFC, s'il y a lieu ;

Que le Fonds multilatéral fournirait une assistance stable et suffisante pour assurer la pérennité des institutions et des capacités jugées nécessaires à l'élimination des HCFC ; »

35. Depuis la création du Fonds, la majorité des pays visés à l'Article 5 ont mis en place, dans le cadre du renforcement des capacités et en plus des Unités nationales de l'ozone (UNO), différents groupes appuyant l'élimination des SAO, dont des associations de techniciens en réfrigération. Lorsqu'ils existent, les rôles et responsabilités de ces groupes, ainsi que ceux des UNO et la façon dont ils contribuent à l'élimination des HCFC, devraient être examinés et les modalités de cet examen devraient être abordées dans les PGEH. Qui plus est, une assistance financière stable et suffisante devrait être fournie par le Fonds multilatéral pour garantir la viabilité et les capacités des institutions telles que les UNO, lorsque cela est jugé nécessaire pour l'élimination des HCFC. Cette question fera l'objet d'un document soumis à la 55^e réunion.

SECTION III : FORMAT PRÉLIMINAIRE DES PLANS DE GESTION DE L'ÉLIMINATION DES HCFC

36. Il est généralement admis que les pays doivent élaborer de vastes stratégies nationales visant l'élimination des substances réglementées, dans le cas présent, des HCFC. Dans le même temps, il est également admis que la période de conformité est longue pour les HCFC et qu'il est peut-être prématuré de préparer un plan définitif. Lors de l'élaboration de leur PGEH, les pays et agences devraient garder à l'esprit que l'objectif est de produire un document définissant une stratégie globale pour que chaque pays concerné visé à l'Article 5 soit en situation de conformité (objectif minimal primaire), et de définir les activités spécifiques nécessaires au respect des échéances de 2013 et 2015. Les pays sont encouragés à adopter une approche progressive pour la gestion de l'élimination des HCFC, comme décrit aux paragraphes 12 à 22 ci-dessus.

37. Reconnaissant que les situations et les besoins varient selon les pays, le plan ci-après est proposé pour fournir des procédures et principes généraux devant être suivis lors de l'élaboration des PGEH nationaux. Ce plan proposé a également pour but de définir des procédures standard pour la préparation de ces plans tout en offrant une marge de manœuvre suffisante pour que les pays et agences développent et adaptent leurs plans en fonction de leurs besoins spécifiques.

Plan et contenu proposés des plans de gestion de l'élimination des HCFC

Informations générales

38. Cette section devrait inclure des informations générales telles que le nom et la classification du pays (HCFC utilisé uniquement pour l'entretien, ou dans la production et l'entretien), et préciser les substances réglementées visées par les mesures proposées dans le plan et le ou les secteurs visés et la durée de la proposition. Elle devrait également contenir les informations suivantes :

- a) Une présentation concise du pays ;
- b) Un bilan rapide des activités menées à ce jour sur l'élimination des CFC, détaillant les enseignements tirés de l'expérience et leur application possible à l'élimination des HCFC ;
- c) Un résumé de la ratification du Protocole de Montréal et de ses amendements, en particulier des amendements de Copenhague, de Beijing et de Montréal, y compris, si nécessaire, l'identification des étapes et/ou plans d'action nécessaires à la ratification ; et
- d) Un récapitulatif des projets financés par le Fonds multilatéral en vue de l'élimination des CFC et d'autres substances, y compris la mise en œuvre de PGF, PGEF et/ou PNE, lorsqu'ils sont applicables aux HCFC.

Description du cadre politique/législatif/réglementaire et institutionnel existant

39. Il est important de fournir des informations sur les réglementations en place dans le pays concernant les SAO, l'étendue des systèmes d'autorisation existants et, le cas échéant, les réglementations régissant l'importation/exportation des HCFC ou des équipements utilisant ces substances. Les informations devant figurer dans cette section comprennent :

- a) Une description de la législation sur les SAO et du système d'autorisation existant (y compris son mode de fonctionnement, les permis d'importation/exportation requis, l'enregistrement des importateurs/exportateurs, l'existence d'un système de quotas, etc.) ;
- b) Des informations sur la mise en œuvre actuelle des politiques sur les HCFC, le cas échéant (par exemple, nécessite l'enregistrement des importateurs et un permis d'importation/exportation sans toutefois fixer de quotas) ;

- c) Une description de la participation des parties prenantes au système politique et réglementaire. Ce volet devrait par exemple couvrir les situations dans lesquelles des interventions, telles que l'interdiction de certains équipements, sont envisagées. À cet égard, on notera que des consultations sont nécessaires pour veiller à l'accord et à la participation des parties prenantes. La façon dont ces consultations sont menées, le cas échéant, pourrait être décrite ici.
- d) Des informations sur les interdictions frappant les équipements utilisant des SAO réglementées et sur les réglementations applicables aux équipements utilisant des HCFC, précisant comment ces interdictions fonctionnent ou pourraient fonctionner ainsi que le calendrier de leur mise en œuvre ;
- e) Une description des autres initiatives prises par les pouvoirs publics en réponse à l'élimination accélérée des HCFC dans le cadre du Protocole ; et
- f) Une liste des projets du Fonds multilatéral portant sur des CFC qui ont été remplacés par des HCFC, y compris l'état d'avancement des projets et les coordonnées de l'entreprise concernée.

Collecte des données et enquêtes

40. Le paragraphe h) de la décision 53/37 mentionne « des plans de gestion de l'élimination des HCFC comprenant des enquêtes sur les HCFC... ». Lors de l'élaboration des PGEH, des données doivent être rassemblées pour fournir un aperçu général du secteur des HCFC. Les informations collectées sur les HCFC pourraient être stockées sous la forme d'une base de données centralisée, qui pourrait être maintenue par l'UNO et utilisée pour gérer efficacement les données rassemblées dans le cadre du PGEH.

41. Concernant les enquêtes, elles devraient être accompagnées d'une description de la méthodologie adoptée pour collecter et valider les données, y compris les noms des institutions concernées et les sources des données. Les enquêtes devraient être aussi détaillées que possible et suivre la chaîne d'approvisionnement en SAO, à partir du moment où la substance est commandée et importée dans le pays puis transmise aux distributeurs, consommateurs (le cas échéant) et producteurs. Les sources de données et références peuvent inclure, entre autres, les services des douanes, les associations industrielles, l'industrie, des enquêtes auprès des entreprises, et des fabricants de compresseurs. Aucun financement ne devrait être fourni pour des enquêtes dans des pays ayant déjà reçu des fonds de ce type afin d'éviter tout comptage double.

42. Lorsqu'il est difficile de rassembler des informations sur chaque installation utilisant des HCFC aux fins de production ou sur chaque utilisateur de ces substances, les pays sont encouragés à fournir des informations de base sur les établissements de production dont on sait qu'ils utilisent des HCFC. Des méthodes devraient être élaborées pour estimer les besoins de plusieurs petites et moyennes entreprises (PME) dont la consommation est faible. Elles pourraient être fondées sur les données de consommation courantes obtenues dans le cadre du processus de transmission des rapports sur les programmes de pays et joueront un rôle important lors de l'élaboration des PGEH. Les données de consommation collectées devront être vérifiées au niveau des installations avant l'approbation du financement de la phase 1 ou des phases

ultérieures du plan. Des informations sur les projets portant sur les mousses approuvés pour la conversion des CFC aux HCFC seront également précieuses.

43. Les informations suivantes devraient être incluses dans les données soumises dans le cadre du plan :

- a) Description de la méthodologie et de l'approche utilisées pour l'enquête ;
- b) Scénario d'approvisionnement en HCFC ;
 - i) Production (y compris l'identification et la description des installations ayant fait la transition et une description des nouvelles installations de production) ;
 - ii) Importations ;
 - iii) Exportations ;
 - iv) Niveaux de HCFC dans les mélanges et charges d'alimentation.
- c) Utilisation/consommation de HCFC
 - i) Niveaux de consommation de HCFC ;
 - ii) Répartition sectorielle et description des secteurs ; et
- d) Informations sur l'infrastructure existante des HCFC, et notamment des installations qui ont été financées par le Fonds en vue de leur conversion au HCFC ou des installations qui se sont converties d'elles-mêmes. Ces données permettront de cerner l'utilisation des HCFC dans le pays et de définir les interventions potentiellement nécessaires en vue de leur élimination.
- e) Prévisions concernant l'utilisation des HCFC (faire référence au calendrier proposé en vue d'une élimination accélérée, inclure la demande non limitée jusqu'à la date de référence, et au-delà) ;
- f) Validation des données fournies dans l'enquête en appliquant les lignes directrices existantes du Comité exécutif ; et
- g) Disponibilité de substances de remplacement des HCFC et prix.

Stratégie et plan de mise en œuvre de l'élimination des HCFC

44. Le PGEH devrait décrire la stratégie générale qui sera adoptée pour respecter les échéances et éliminer totalement les HCFC. Il devrait inclure une discussion des instruments politiques nécessaires pour réduire l'approvisionnement en HCFC, tels que des quotas d'importation et des mesures de contrôle des prix, ainsi que du plan du pays concernant la mise en œuvre des substances de remplacement à court terme, l'accès à des approvisionnements de

remplacement, et la coordination avec les politiques du pays concernant les changements climatiques, la gestion des substances chimiques et l'énergie. Les étapes à suivre pour progressivement réduire la demande de HCFC (telles que l'achèvement des conversions des industries de production tout en planifiant la réponse à la demande du secteur de l'entretien des équipements de réfrigération et la législation concernant les produits contenant des HCFC) devraient également être couvertes. Cette section devrait également recenser tout texte juridique national susceptible d'interdire ou de limiter l'utilisation de substances spécifiques de remplacement des HCFC.

45. Comme décrit aux paragraphes 12 à 22 ci-dessus, la stratégie pourrait être élaborée selon une approche progressive. À cette fin, il est important que les interventions immédiates susceptibles de constituer la phase 1, et nécessaires pour respecter le gel de la consommation de HCFC en 2013 et la réduction de 10 pour cent en 2015, soient élaborées et décrites en détail. Ce travail devrait autant que faire se peut inclure le montant total sollicité. Bien que les phases ultérieures n'aient qu'une valeur indicative à ce stade, il serait également utile de calculer leur coût dans le plan en ayant à l'esprit que l'engagement du pays et le financement potentiel ne concerneront dans un premier temps que la phase 1. Les hypothèses utilisées pour ces calculs devraient être détaillées.

46. La stratégie devrait établir un calendrier pour la mise en œuvre des activités prévues en tenant compte des besoins du pays et de sa consommation actuelle. Elle devrait également inclure une évaluation de la réduction de la consommation de HCFC susceptible d'être obtenue sans délai avec de faibles investissements grâce à des activités institutionnelles ciblées.

47. Concernant l'entretien des équipements de réfrigération, la proposition devrait décrire les mesures susceptibles de réduire la dépendance vis-à-vis des HCFC : mesures d'incitation ou de dissuasion juridiques et économiques ; formation ; sensibilisation du public ; contrôle des importations et autres initiatives spécifiques à chaque secteur. Des initiatives de récupération et de recyclage fondées sur les expériences préalables devraient également être incluses, pour proposer des activités spécifiques tenant compte des enseignements du passé.

48. Le Comité exécutif a fourni une assistance à la création des ONU, à l'élaboration de lois et de règlements nationaux, de systèmes d'autorisation et de systèmes de récupération et de recyclage des CFC. Il devrait également être possible de définir, à partir des résultats de l'enquête, comment utiliser le système existant pour faciliter l'élimination des HCFC, et ces informations devraient être intégrées dans le plan général d'élimination. Ces plans devraient également contenir un récapitulatif de la mise en œuvre des PGF, PGEF, PNE ou PES et autres projets et activités du Fonds multilatéral. Les autres actions/activités et les coûts estimés pour réorienter les PNE/PGEF des CFC vers les HCFC devraient également être décrits.

49. Les éléments suivants fournissent des orientations sur cette section spécifique du plan et sur ce qu'elle devrait contenir :

- a) Description des activités planifiées :
 - i) Activités institutionnelles – y compris dans l'industrie ;

- ii) Projets d'investissement ; et
 - iii) Renforcement des capacités – y compris les activités d'analyse et d'examen des politiques et de sensibilisation nécessaires.
- b) Calendrier de mise en œuvre y compris les réductions proposées ;
 - c) Gestion de l'offre et de la demande en HCFC ;
 - d) Activités spécifiques au secteur de l'entretien ; et
 - e) Activités spécifiques au renforcement des capacités pour les pays sans consommation de HCFC.

Calcul des coûts

50. Le paragraphe 34 fournit des conseils sur la façon dont les coûts pourraient être examinés, en tenant compte de certaines questions restant à résoudre. On notera que le calcul préliminaire détaillé des coûts devrait couvrir la phase 1 du PGEH, comme indiqué plus haut.

51. Lors de l'examen des conversions industrielles et conformément aux pratiques historiques, des données devraient être fournies sur le nombre d'entreprises et les secteurs/sous-secteurs concernés, la consommation de SAO et les équipements des entreprises, la date d'installation de la capacité de production, et les niveaux de production le cas échéant. Les exportations vers des pays visés à l'Article 5 et la part des sociétés multinationales dans le cas du secteur manufacturier, si possible au niveau de chaque entreprise, devraient également être prises en compte. Les PGEH devraient explorer toutes les options possibles pour chaque secteur industriel et chaque conversion et, autant que faire se peut, comparer les coûts.

52. Une section supplémentaire sur le cofinancement devrait examiner les possibilités de synergie avec d'autres mécanismes de financement. Le PGEH devrait inclure une section que les pays et les agences d'exécution concernés utiliseraient pour soumettre des propositions en matière de mobilisation des ressources afin d'améliorer le rapport coût-efficacité de la contribution du Fonds multilatéral.

53. Pour l'entretien des équipements de réfrigération, les données fournies devraient inclure le nombre estimé d'ateliers dans le pays classés par groupe (grands, moyens petits, informels), l'équipement et le niveau d'éducation caractéristiques de chaque groupe, le nombre estimé de techniciens travaillant dans ce secteur, la consommation moyenne annuelle estimée de HCFC par atelier pour chaque groupe, les besoins en équipements de chaque groupe accompagnés des justifications correspondantes, y compris une estimation de la quantité de SAO devant être récupérée chaque année, si nécessaire, et d'autres détails. Des informations semblables devraient être fournies pour les autres secteurs concernés.

54. Les autres activités ne portant pas sur des investissements devraient tenir compte des éléments de la décision 35/57, portant notamment sur la sensibilisation et la formation, et ces activités devraient être traitées en tant que volets du plan général de gestion de l'élimination. Le

cadre devrait inclure une approche en matière de sensibilisation du public axée sur les parties prenantes, telles que les associations industrielles, pour disséminer les informations sur l'élimination des HCFC. Il est également important de sensibiliser, entre autres, les investisseurs, les propriétaires de matériel et de bâtiments et les fournisseurs d'équipements. La sensibilisation du public pourrait être encouragée grâce à des conférences nationales, des ateliers de formation, un site web, des consultations avec les parties prenantes et des publications techniques.

Coordination et gestion du projet et suivi et évaluation

55. La structure de gestion de la mise en œuvre du PGEH devrait être décrite, et notamment les modalités d'exécution de la phase 1. L'Annexe VIII du document 45/46, qui a donné lieu à la décision 45/54 sur les PGEF, pourrait être utilisée comme cahier des charges d'une unité de gestion de projets. Celui-ci devrait clairement définir les rôles devant être assumés par les organismes publics et industriels, les établissements d'enseignement et les consultants. La responsabilité fonctionnelle de la gestion de la mise en œuvre du plan est d'une importance capitale. L'organisme public auprès duquel l'organe de gestion sera redevable doit être indiqué, ainsi que la responsabilité et les pouvoirs décisionnels et les responsabilités en matière de communication de données des différentes parties de la structure de gestion.

56. Le niveau de participation de l'agence d'exécution à la gestion et à la mise en œuvre de la proposition d'élimination des HCFC devrait également être examiné. Une agence principale doit être désignée, si nécessaire, dans les pays où plusieurs agences sont implantées, et le rôle et la responsabilité de chacune d'entre elles doivent également être clairement définis.

57. La supervision fonctionnelle et financière devant être exercée sur le PGEH doit également être clairement décrite. Ces données devraient inclure le nom des institutions concernées, leurs rôles et responsabilités spécifiques, et le type et la fréquence des rapports requis.

58. On devra également veiller à ce que la réalisation des objectifs visés définis dans le plan puisse être confirmée de manière indépendante, y compris une évaluation périodique dans le cadre du Programme de travail de surveillance et d'évaluation du Fonds. Le plan devrait également tenir compte des coûts possibles de la vérification des objectifs visés.

Secteur de la production

59. Les informations requises pour les délibérations du sous-groupe chargé du secteur de la production, indiquées dans la décision 53/37 paragraphe g), devraient également être couvertes par les plans de gestion de l'élimination des HCFC s'il y a lieu. Toute décision concernant le secteur de la production devrait être prise en compte avant la soumission d'un PGEH comprenant un plan pour ce secteur.

Documents à soumettre et échéances

60. Les documents à soumettre devraient être semblables à ceux des PGF/PGEF/PNE/PES, pour ce qui est des accords et des périodes d'examen. De même, les lignes directrices concernant les rapports, la vérification, le suivi et l'évaluation des PGF/PGEF/PNE/PES et autres projets

devraient s'appliquer aux PGEH. Les PGEH devraient être soumis 14 semaines avant les réunions du Comité exécutif pour examen par le Secrétariat du Fonds.

RECOMMANDATIONS

61. Le Comité exécutif pourrait demander que :

- a) Les pays adoptent une approche progressive pour la mise en œuvre des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) dans le cadre de leur stratégie globale ;
- b) Les pays appliquent, le plus tôt possible en fonction des ressources dont ils disposent, les présentes lignes directrices pour élaborer en détail la phase 1 de leur PGEH, qui vise le respect du gel en 2013 et de la réduction de 10 pour cent en 2015, avec une estimation des coûts associés et en appliquant les lignes directrices en la matière à mesure de leur élaboration ;
- c) L'élaboration de la phase 1 du PGEH et des phases ultérieures se fasse comme suit :
 - i) Les PGEH des pays dont la consommation est limitée au secteur de l'entretien devraient :
 - a) Être élaborés en accord avec les lignes directrices existantes sur la préparation des PGF et de leur mise à jour conformément aux décisions 31/48 et 35/57 ; et, le cas échéant, la préparation des PGEF conformément à la décision 45/54 ;
 - b) Contenir des engagements concernant le respect des échéances de 2013 et 2015 et inclure un système fondé sur les résultats pour les PGEH axé sur l'achèvement des activités du PGEH pour permettre le décaissement annuel des fonds y afférents ;
 - ii) Les PGEH des pays dont le secteur manufacturier utilise des HCFC devraient :
 - a) Être élaborés et contenir un plan national d'élimination (PNE) fondé sur les résultats ou un ou plusieurs PES ou plan d'élimination portant sur des substances spécifiques conformément à la décision 38/65, visant des niveaux de réduction de la consommation suffisants pour respecter les échéances de 2013 et 2015 et fournir des points de départ pour les réductions globales avec des objectifs de réduction annuels ;
- d) Pour les pays qui décident d'exécuter des projets avant l'achèvement du PGEH :
 - i) Un point de départ devrait être défini pour les réductions globales lors de

- l'approbation du premier projet qui entraînera une élimination des HCFC imputable sur le plan ;
- ii) Dans le cas de projets individuels, la soumission du premier projet devrait indiquer les liens entre les projets de démonstration et le PGEH ou quand le PGEH sera soumis ;
 - e) Le Comité exécutif pourrait envisager de fournir une assistance financière concernant les mesures de réglementation des HCFC dans la législation, les règlements et les systèmes d'autorisation dans le cadre du financement de la préparation des PGEH et demander la confirmation de sa mise en œuvre avant de financer l'exécution du PGEH ;
 - f) Lorsque plusieurs agences d'exécution sont implantées dans un pays, une agence principale devrait être désignée pour coordonner l'élaboration de la phase 1 du PGEH ;
 - g) Les PGEH devraient contenir, au moment de leur soumission, des données de coût tenant compte des informations suivantes :
 - i) Les lignes directrices les plus récentes au moment de la soumission concernant le coût des HCFC ;
 - ii) D'autres estimations des coûts fondées sur des dates limites potentielles différentes, pour une nouvelle capacité si une date limite n'a pas encore été fixée, pour l'admissibilité des installations de production à un appui financier, comme précisé au paragraphe k) de la décision 53/37 ainsi que la politique actuelle utilisant le 25 juillet 1995 comme date limite ;
 - iii) D'autres estimations des coûts de fonctionnement et d'investissement pour les deuxièmes conversions ;
 - iv) Les surcoûts de l'interdiction de l'importation et de la mise sur le marché d'équipements utilisant des HCFC une fois que des solutions de remplacement éprouvées sont commercialisées dans le pays et les coûts associés pour le secteur de l'entretien ;
 - v) Des informations sur les coûts et avantages fondées sur l'ensemble des solutions de remplacement envisagées et les avantages associés en matière de PAO et de potentiel de réchauffement de la planète (PRP) ;
 - vi) Les possibilités de mobilisation de ressources supplémentaires en dehors du Fonds multilatéral pour maximiser les avantages pour le climat de la contribution du Fonds ;
 - h) Les PGEH devraient aborder les incitations financières et les possibilités de cofinancement, y compris la façon dont ces programmes devraient être mis en œuvre ;

- i) Les PGEH devraient aborder :
 - i) L'utilisation des dispositions institutionnelles évoquées aux paragraphes e) et f) de la décision 53/37 ;
 - ii) Les rôles et responsabilités des associations de techniciens en réfrigération et d'autres associations industrielles et comment elles pourraient contribuer à l'élimination des HCFC ; et
- j) Les PGEH devraient au moins respecter les exigences en matière de données et d'informations figurant dans le plan proposé pour l'élaboration de PGEH, telles que décrites aux paragraphes 42 à 66 du présent document.

Annex I

**ADJUSTMENTS TO THE MONTREAL PROTOCOL WITH REGARD TO ANNEX C,
GROUP I, SUBSTANCES (HYDROCHLOROFLUOROCARBONS
(DECISION XIX/6 (2007))**

“The Parties agree to accelerate the phase-out of production and consumption of hydrochlorofluorocarbons (HCFCs), by way of an adjustment in accordance with paragraph 9 of Article 2 of the Montreal Protocol and as contained in annex III to the report of the Nineteenth Meeting of the Parties,⁶ on the basis of the following:

1. For Parties operating under paragraph 1 of Article 5 of the Protocol (Article 5 Parties), to choose as the baseline the average of the 2009 and 2010 levels of, respectively, consumption and production; and

2. To freeze, at that baseline level, consumption and production in 2013;

3. For Parties operating under Article 2 of the Protocol (Article 2 Parties) to have completed the accelerated phase-out of production and consumption in 2020, on the basis of the following reduction steps:

(a) By 2010 of 75 per cent;

(b) By 2015 of 90 per cent;

(c) While allowing 0.5 per cent for servicing the period 2020–2030;

4. For Article 5 Parties to have completed the accelerated phase-out of production and consumption in 2030, on the basis of the following reduction steps:

(a) By 2015 of 10 per cent;

(b) By 2020 of 35 per cent;

(c) By 2025 of 67.5 per cent;

(d) While allowing for servicing an annual average of 2.5 per cent during the period 2030–2040;

5. To agree that the funding available through the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol in the upcoming replenishments shall be stable and sufficient to meet all agreed incremental costs to enable Article 5 Parties to comply with the accelerated phase-out schedule both for production and consumption sectors as set out above, and based on that understanding, to also direct the Executive Committee of the Multilateral Fund to make the necessary changes to the eligibility criteria related to the post-1995 facilities and second conversions;

6. To direct the Executive Committee, in providing technical and financial assistance, to pay particular attention to Article 5 Parties with low volume and very low volume consumption of

⁶ UNEP/OzL.Pro.19/7.

Annex I

HCFCs;

7. To direct the Executive Committee to assist Parties in preparing their phase-out management plans for an accelerated HCFC phase-out;

8. To direct the Executive Committee, as a matter of priority, to assist Article 5 Parties in conducting surveys to improve reliability in establishing their baseline data on HCFCs;

9. To encourage Parties to promote the selection of alternatives to HCFCs that minimize environmental impacts, in particular impacts on climate, as well as meeting other health, safety and economic considerations;

10. To request Parties to report regularly on their implementation of paragraph 7 of Article 2F of the Protocol;

11. To agree that the Executive Committee, when developing and applying funding criteria for projects and programmes, and taking into account paragraph 6, give priority to cost-effective projects and programmes which focus on, *inter alia*:

(a) Phasing-out first those HCFCs with higher ozone-depleting potential, taking into account national circumstances;

(b) Substitutes and alternatives that minimize other impacts on the environment, including on the climate, taking into account global-warming potential, energy use and other relevant factors;

(c) Small and medium-size enterprises;

12. To agree to address the possibilities or need for essential use exemptions, no later than 2015 where this relates to Article 2 Parties, and no later than 2020 where this relates to Article 5 Parties;

13. To agree to review in 2015 the need for the 0.5 per cent for servicing provided for in paragraph 3, and to review in 2025 the need for the annual average of 2.5 per cent for servicing provided for in paragraph 4 (d);

14. In order to satisfy basic domestic needs, to agree to allow for up to 10% of baseline levels until 2020, and, for the period after that, to consider no later than 2015 further reductions of production for basic domestic needs;

15. In accelerating the HCFC phase-out, to agree that Parties are to take every practicable step consistent with Multilateral Fund programmes, to ensure that the best available and environmentally-safe substitutes and related technologies are transferred from Article 2 Parties to Article 5 Parties under fair and most favourable conditions.”

Annex II

VIEWS OF COUNTRIES

SUBMITTED BY THE GOVERNMENTS OF AUSTRALIA AND CANADA

Joint Submission

Elements the Secretariat should consider in the draft guidelines for the preparation of HCFC national management plans

As suggested in Decision 53/37 (h), the guidelines for the preparation of HCFC national management plans should draw on both the existing *guidelines for country programmes* and the *guidelines for the preparation, implementation and management of performance-based sector and national ODS phase-out plans*. However, they should also be innovative and flexible to take into account of the fact that the phase-out of HCFCs in Article 5 countries poses unique challenges, some of which are yet to be fully understood.

While it is useful for the Executive Committee to be guided by experience, it is important that this experience does not result in imposing principles and procedures which may constrain an Article 5 country's ability to address HCFCs in a manner which best suits its particular national circumstances. Given that these circumstances may change considerably between 2008 and the 2030 97.5% reduction target, and that new HCFC substitutes are likely to become available during this 22-year period, the guidelines for the preparation of HCFC national management plans should encourage innovation, and provide for periodic revision and updating of the management plans. This means that it may be too early, at this stage, to adopt guidelines for the preparation of long-term detailed plans, under which countries would commit themselves to meeting specific targets over a 22-year period, in exchange for defined tranches of funding.

While the requirement for flexibility and innovation can be readily understood, it needs to be balanced by the recognition that compliance with the relatively near-term targets of the 2013 HCFC freeze and 2015 10% reduction step will require that specific activities are implemented in Article 5 countries in the near-future. In order for these activities to be effective, and to ensure the continued equitable treatment of all Article 5 countries under the Multilateral Fund, the guidelines for the preparation of HCFC national management plans should be sufficiently comprehensive and universally applicable in their nature.

To ensure an appropriate balance between flexibility and innovativeness on the one hand, and comprehensiveness and universality on the other, Canada suggests the guidelines define a framework for countries to develop both **a long-term strategy** (along the lines of a Country Programme) identifying generally the main actions the country expects to undertake in order to fully comply with the HCFC phase-out schedule, and within this strategy, a specific **HCFC phase-out management plan** for addressing primarily the 2013 freeze and the 2015 10% reduction step. Only the phase-out management plan component of the strategy would have specific costs attached to it and be considered for funding by the Executive Committee.

As the 2015 reduction step approaches, countries would revise their long-term strategies, taking into account their evolving national circumstances and the availability of HCFC substitutes, and design new phase-out management plans to address the subsequent HCFC phase-out target(s) (i.e. at least the 2020 35% reduction step). In other words, the guidelines need to define an approach, wherein a long-term strategy is continually updated, while specific phase-out plans are developed, approved by the Executive Committee and implemented in phases. A phased implementation approach would allow eliminating those HCFC uses where substitute technologies are more readily available and cost-effective.

In defining the framework for the proposed long-term strategies and short-term phase-out plans, the guidelines should or could take the following ideas into account:

- (a) outlining the key elements a country should consider when developing an HCFC survey, on the understanding that the survey would:
 - (i) confirm current overall HCFC consumption levels;
 - (ii) determine HCFC consumption in each relevant sector;
 - (iii) forecast future HCFC consumption (i.e. up to at least 2015);
- (b) providing guidance to the country for setting a national consumption ceiling, if possible, prior to the establishment of the baseline - this would help in limiting the liability of the Multilateral Fund and provide Article 5 countries with a decreased liability with respect to assisting their enterprises transition to alternatives;
- (c) ensuring that the long-term national strategy is sufficiently flexible to be updated on a periodic basis (for example, every 4 years), and that it takes into account the requirements of MOP Decision XIX/6, paragraph 11 (i.e. emphasis on cost-effective projects, phasing out HCFCs with higher ODPs, selecting substitutes that minimize other environmental impacts, etc.).
- (d) ensuring that the HCFC management plans provide a range of options for the country to meet the 2013 and 2015 targets, and highlight in particular the **most cost-effective option**, taking into consideration the following:
 - (i) the comparative cost-effectiveness of taking action in different sectors to meet the 2013 and 2015 targets, principally, the refrigeration servicing sector, refrigeration manufacturing sector and/or foam sector;
 - (ii) the comparative cost-effectiveness of transitioning to different available HCFC alternatives in the sectors identified for action;
 - (iii) the extent to which HCFC reductions could be made by first targeting those enterprises wherein HCFC manufacturing capacity is nearing its end of life – it is more cost-effective to assist an enterprise which is already planning to replace a significant part of its capital equipment than one with relatively new capital

equipment, as the main project costs would then consist of technical assistance and operating costs of HCFC substitutes;

- (e) ensuring that countries prioritize the development and adoption of appropriate HCFC legislation to ensure compliance with the Montreal Protocol; such legislation could include not only HCFC import controls, but also controls on the import of HCFC-based equipment, particularly in countries wherein HCFC consumption is principally associated with servicing imported equipment. The HCFC national management plans should consider the extent to which the HCFC freeze can be met by avoiding HCFC growth through effective implementation of such legislation.

The Executive Committee should aim to finalize at least interim HCFC guidelines by its 54th Meeting, so that funding for preparation of national plans could be approved at 55th Meeting.

Cost considerations to be taken into account by the Secretariat in preparing discussion document

Currently, the Executive Committee has relatively little information on which to base the determination of cost-effectiveness thresholds that could be applied to fund HCFC phase-out projects. Furthermore, even if more extensive information on the cost of phasing out HCFCs in Article 5 countries were available, it is likely that these costs would vary over time, as the situation regarding HCFC substitutes is certain to change significantly over the next two decades.

Canada does support the Executive Committee consulting technical experts with respect to this issue, with a view to eventually developing, if not cost-effectiveness thresholds, at least some cost norms to provide some broad parameters for estimating the costs of HCFC phase-out. However, as a parallel approach, Canada also believes that the Executive Committee could move forward with consideration of financing of an initial, small representative group of proposed national plans, prepared on the basis of the guidelines discussed above. Consideration of funding for such plans, prior to finalizing cost norms (or cost-effectiveness thresholds) would enrich the analysis, as it would ensure that discussion on costs takes into account practical examples of HCFC use in some Article 5 countries, as well as the proposed costs and strategies for phasing HCFC consumption in different sectors.

Once costs for this initial group of proposed national plans are agreed to, the Executive Committee could then finalize some cost norms or cost-effectiveness thresholds, which would provide the Secretariat with the guidance it needs to recommend funding levels for all the other national plans proposed.

It should be understood that, under this proposed approach, Article 5 countries which are not included in the small group, would **not** need to wait until the initial set of national plans are actually implemented in order to have their national plans considered. As soon as the Executive Committee reaches agreement on funding levels for the small group of national plans, all other plans would immediately be considered for funding. Therefore, this approach should not be confused with a “pilot project” approach, which was used sometimes in the case of the phase-out of CFCs. In Canada’s view, the proximity of the HCFC freeze would not allow sufficient time

for a “pilot project” approach. Moreover, provided that countries have developed well-thought out national and sectoral plans/ strategies, pilot projects are unlikely to be necessary anyway.

In order to ensure that the small group of national plans is as representative as possible, the Executive Committee could consider selecting plans from two high-volume consuming countries, two medium-volume consuming countries, two low-volume consuming countries, and two very-low volume consuming countries.

The following suggests a tentative timetable for finalizing cost norms and approving the national plans (assuming three Executive Committee meetings per year):

- Executive Committee 55: start approving preparation of national HCFC phase-out plans
- Executive Committee 58 and 59: review and determine costing of initial group of national plans – finalize cost norms and approve funding for initial group of plans
- Executive Committee 60: start approving national plans for all remaining countries

This means that phase-out plans could begin to be approved for most countries by early 2010, which should provide sufficient time for countries to meet 2013 and 2015 targets.

Cut-off date for funding eligibility

Canada considers that the cut-off date for funding eligibility of HCFC facilities should be a date in the past. This would provide certainty for both Article 5 and non-Article 5 countries with respect to their liabilities and provide a base that can be technically reviewed effectively and on which our forward liabilities can be easily calculated. Furthermore, while the acceleration of the phase-out of HCFCs was agreed to in 2007, all Parties have known that HCFCs were due for phase-out since the 1992 Copenhagen amendment, and have had the opportunity to tailor their domestic regulatory regimes in consequence.

While the cut-off date should be in the past, Canada believes that the current cut-off date of July 1st, 1995 is not appropriate in the case of HCFCs, because at that time, HCFC alternatives were not readily available for all applications in Article 5 countries. In addition, the Parties clearly intended that the Executive Committee select a cut-off date after 1995, when it decided, in Decision XIX/6, to direct the Executive Committee “to make the necessary changes to the eligibility criteria related to post-1995 facilities”.

Canada suggests that the most preferable cut-off date is 2004. By 2004, alternatives to most uses of HCFCs were clearly available. 2004 is the year when non-Article 5 Parties were mandated, under the Montreal Protocol, to achieve their first reduction in HCFC consumption (i.e. 35% reduction). The fact that non-Article 5 Parties easily achieved or exceeded this reduction suggests that there was little need to establish new HCFC manufacturing capacity by that time.

Furthermore, under the Kyoto's Protocol Clean Development Mechanism (CDM), any HCFC-22 production capacity established after 2004 is considered not eligible to receive HFC-23 destruction credits. Since this cut-off date under the CDM was selected to remove any perverse incentive increase HCFC-22 production, it can be argued that it was a signal for the markets in Article 5 Parties to constrain growth. Aligning the CDM and MLF eligibility cut-off dates and restricting access to MLF funds to firms that began (or expanded) operations after the end of 2004 would establish clear liabilities for the MLF and producers of HCFC-22.

Second-stage conversion

In Decision XIX/6, the Parties also directed the Executive Committee to make the necessary changes to the eligibility criteria related to second-stage conversions. While this suggests that the Executive Committee should consider providing assistance to firms which converted to HCFCs with MLF financing, it does not oblige the Executive Committee to cover the entire costs associated with the conversions of such enterprises. In fact, full funding may not be justified for the following reasons:

- almost all MLF-assisted transitions to HCFCs were in the foam sector, where in many cases drop-in substitutes to HCFCs can be used in existing manufacturing equipment, making conversion unnecessary;
- the enterprises concerned signed letters committing to phasing out HCFCs without further assistance from MLF - the fact that this phase-out schedule has now been accelerated does not completely invalidate this commitment; at the most, it could be argued that it obliges the MLF to pay for the incremental costs associated only with the acceleration of the phase-out;
- since the majority of MLF foam projects were implemented prior to 2002, a significant portion of the manufacturing capacity installed will need to be replaced anyway by the time Article 5 Parties have to achieve their first HCFC reduction (i.e. 2015)

For these reasons, Canada believes that the principal role of the MLF with respect to second stage conversion should be to provide:

- (1) training and technical assistance to make basic adjustments to existing foam manufacturing equipment, if needed, to ensure such equipment can function effectively and efficiently with substitutes when possible;
- (2) funding for additional safety-related costs associated with the use of substitutes, mainly when hydrocarbons are selected as alternatives to HCFCs, and
- (3) funding to cover the operational costs of using HCFC substitutes for the traditional 2-year period.

SUBMITTED BY THE GOVERNMENT OF CHINA

China's Views on Some Issues Concerning HCFC

I. The HCFC phase-out management plans

Viewing the complication of the phase-out of HCFC and based on previous experience from the phase out of other ODs (especially CFCs), we would suggest that the MLF consider the phase out of HCFC in the majority of Article 5 countries could include the following stages:

1. The Country Program and Sector Plan development stage

To meet the targets set in the Adjustment regarding the accelerated phase-out of HCFC, the Article 5 countries now urgently need to set up their action plans based on national surveys on HCFC production and consumption and research and study on substitute technologies and relevant policies. Therefore, we suggest that the MLF should first approve the projects of the development of country programs and sector strategies as soon as possible, so that the Parties could have their guiding programs in 1-2 years. We also support the inclusion of the national surveys into the development of HCFC phase-out management plans to save time and increase efficiency.

2. Implementation of projects prioritized in the management plans

The duration of this stage may last from 2009 to 2012. In this stage, the main target of the Article 5 countries is to slow down the increase of the production and consumption of HCFC through implementation of the projects prioritized in the country programs and sector strategies, so that they could successfully freeze the production and consumption of HCFC at the baseline level in 2013.

In the consumption sectors, phase-out activities could be carried out in sub-sectors with mature substitute technologies in the form of individual project, umbrella project or sector plan. For those sectors unsuitable to implement real phase out projects in this stage, we suggest that demonstration projects could be carried out to test technologies and accumulate experience for future activities. In the production sectors, the substances that need to be frozen or eliminated first could be identified and relevant phase-out activities could be implemented in the form of sector plans. Meanwhile, individual countries should make relevant industrial adjustment policies and quota management systems, and strive to develop suitable substitutes.

3. Large scale implementation of country programs and /or sector plans

After the first two stages, the countries have accumulated abundant experience, and large scale implementation of the country programs and/or sector plans could be carried out to realize the reduction targets.

11. Cut-off date for funding eligibility

We think the following several dates could be considered as the cut-off date for funding eligibility:

1. December 31, 2009.

This marks the end of the first year of the two years for calculating the baseline, and the production capacity which is in existence by then should have contributed to the baseline and consequently be considered as eligible for funding for phasing out HCITC consumption and production.

2. December 31, 2008.

As the Adjustment regarding the accelerated phase-out of HCFC has just been approved for a couple of months, the Article 5 countries need some time to make and issue relevant policies to the industry. And generally speaking, this process takes about 1-2 years. Therefore, December 31, 2008 could be a reasonable date for cut-off for funding eligibility.

3. September 17, 2007.

We think the date when the Adjustment was approved could also be considered as one choice. However, as there are some production installations whose establishment is approved by the national government but which are not in production by then, we strongly believe that this kind of production capacity should not be excluded for funding in this choice.

III. Second-stage conversions

As we reiterated at the 53rd Meeting of the Executive Committee, we regard the funding for the second-stage conversions an issue of principle which has been agreed by all Parties, and think that the MLF should of course fund the second-stage conversions.

The conversion from CFC to HCFC in most enterprises was the only choice they could make under the circumstances of that time. These enterprises have made great investment themselves in the conversion, and were expecting to use these installations for the future years. However, due to the accelerated phase-out of HCFC, the enterprises will surely suffer great loss. If government ask the enterprises to bear all the loss themselves, they are very likely to be malcontent with the government, and their opinion will also probably have bad influence on other enterprise, i.e., to make them worry and reluctant to participate in future projects organized by the Governments. And this will pose great obstacles in the future phase-out efforts of the governments of the Article 5 countries.

The above mentioned points represent China's views on the issues relevant to HCFC in the Decision 53/37. China has enjoyed fruitful cooperation with the MLF for 20 years, and China hope to continue this cooperation in the phase-out of HCFC, thus to make continuous contribution to the protection of the ozone layer.

SUBMITTED BY THE GOVERNMENT OF CZECH REPUBLIC

Comments of the Czech Republic

(i) Elements the Secretariat should consider in the draft guidelines for the preparation of national HCFC phase-out management plans.

One important element that should be considered for any criteria and guidelines resulting from them is the question of existing of licensing systems for HCFCs according to the Montreal Amendment.

With respect to the question of HCFC surveys, we associate ourselves with the recommendation of the Secretariat's recommendation as written in paragraph 18 of the document UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/60, notably with the first recommendation of incorporating the HCFC surveys into the national HCFC phase-out management plans. These two types of activities seem very closely linked together and it could be useful to somehow merge them within the national phase-out plan framework.

One of the most important elements which should be taken into account is the question of climate benefits of HCFC phase-out. The whole process of establishing any criteria and guidelines for phase-out plans and projects should be designed and adopted with a careful consideration of any potential detriments to the climate protection resulting from implementation of, high GWP alternatives. We should strive to implement as low GWP potential as possible and practicable. When establishing any cost-effectiveness criteria for phase-out projects we should bear this crucial criterion in mind as well.

(ii) Cost considerations to be taken into account by the Secretariat in preparing the discussion document referred to in paragraph (i) above.

We do not have any specific recommendation in this regard. We believe that the cost considerations in the guidelines will eventually result from the consultations with technical experts that are mentioned in the paragraph i) of the decision 53/37.

(iii) Cut-off date for funding eligibility

We believe it would be advisable to link the cut-off date with the year of introduction of the CDM mechanism what would be 2003 as the large portion of the high growth in HCFC market is caused by the inappropriate incentive created by CDM while phase-out date for HCFC was already established in the Montreal Protocol. The MLF should not finance growth of HCFC production and consumption that resulted from that action.

The latest cut-off date possible is definitely 25 November 2007 what corresponds with a preceding logic for establishing a cut-off date for CFCs (paragraph 32 to 34 of UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/60).

Consideration of any later cut-off date seems unacceptable. That way the MLF would finance HCFCs introduced after the time when the decision for supporting their substitution was taken already.

(iv) Second stage conversions

We believe that second stage conversions should be financed to certain extent, because the language of the decision of the Parties XIX/16 simply expresses a change of policy in this regard and this change played an important role in reaching an agreement on HFCF, accelerated phase-out. We therefore think that it is necessary to support second stage conversions and to determine adequate criteria and cut-off date for such support.

It would be very useful to gather the information on all projects and plants that have been subject to MLF support with use of introducing an HCFC production or consumption including the year of conversion. That way the Executive Committee would be able to see how big the problem is and what time scale and amount of ODP is involved. That could subsequently enable the ExCom to determine what changes to its second stage conversion policy and eligibility criteria are necessary and how to address the paragraph 5 of the decision of the Parties XIW6.

More strict criteria for second stage conversions compared to facilities not yet financed are in our view at least worth considering.

SUBMITTED BY THE GOVERNMENT OF GERMANY

Germany's response to Executive Committee Decision 53/37:

(submitted to the MLFS on 15 January 2008 to be forwarded to the 54th ExCom)

At the Fifty-third Meeting of the Executive Committee (Montreal, 26-30 November 2007, the Committee addressed a discussion paper prepared by the Secretariat on options for assessing and defining eligible incremental costs for HCFC consumption and production phase-out activities and decided, among others:

(I) As a matter of priority, and taking into account paragraphs 5 and 8 of decision XIX/6 of the Nineteenth Meeting of the Parties, to invite Executive Committee Members to submit their views on the following issues to the Secretariat, by 15 January 2008, with the understanding the Secretariat would make the submissions available to the 54th Meeting:

(i) Elements the Secretariat should consider in the draft guidelines for the preparation of national HCFC phase-out management plans:

- **Ensure performance based funding.**
Maintain the principle of funding aggregated ODP reductions analogue to the Executive Committee decision 35/57 for all HCFC projects. Any agreed early funding (before the HCFC baseline established on the average of the 2009/2010 consumption) should be deducted from the final funding baseline. Limit early funding to a percentage of a country's latest reported HCFC consumption.
- **Eliminate potential for gaming and perverse incentives.**
Review and apply lessons learnt through establishing the CFC funding baseline. Explore possibilities/mechanisms to identify and sanction over reporting, gaming of enterprises and excess production during baseline assessment and respectively the assessment of funding baselines.
- **Existing guidelines and procedures.**
HCFC should be included in the existing "Guidelines for the preparation, implementation and management of performance-based sector and national ODS phase-out plans".
- **Discourage use of HCFC alternatives with high GWP.**
As a general principle not to use gases covered by the Kyoto Protocol (except CO₂). Preference should be given to alternatives with close to 0 GWP. Pre-freeze (pre-2013) project approvals should be limited to close to 0 GWP alternatives.
- **Preparation of Management Plans.**
The preparation of a country's HCFC Management Plan should incorporate a country program update containing an action plan to meet the 2013 freeze and the first reduction step in 2015, including needed legislative and regulatory measures;

- **Pre-freeze (2013) HCFC activities.**

Strategic activities that could be considered for funding by the MLF between now and the establishment of the baseline at the end of 2010:

- demonstration projects with no/very low GWP technology
- effective conservation measures with long term effects
- establishing necessary frameworks for management, monitoring and awareness building in the various HCFC applying sectors as initial part of the HCFC Management Plans (provided that additional funding for project management in addition to the institutional strengthening project is justified).
- continue complementary training and capacity building activities in relevant sectors

- **Incorporation of earlier funded capacities.**

Management plans shall fully consider the possible incorporation of capacities already funded under other ODS phase out measures of the MLF and utilize them for better cost effective HCFC phase out implementation. (*Fund complementary rather than repeated activities.*)

- **No funding of individual projects in the consumption sector other than demonstration projects.**

Lessons learnt in the MLF indicate that performance based sector or national phase out plans resulted in a superior impact while providing more flexibility to countries. As a consequence, there should be no return to individual project funding under the HCFC phase out regime.

- **Prevent any possibility for further interim conversions.**

Propose financial incentives for the early introduction of HCFC alternatives with higher climate and / or other benefits as compared to business as usual conversions (e.g. to HFC). One possibility for such a mechanism could be to allow for different levels of “cost efficiencies” to be considered for the various alternatives in correlation to their associated environmental benefits.

There is precedent in earlier MP conversion projects when higher cost efficiency levels were allowed for the conversion to HC technology as alternative to CFC.

- **Production phase out:**

- In support of the production sector sub group, which shall reconvene on the issue of HCFC-production phase out, an assessment of existing production capacity could be made on the basis of available data, which shows the level of production and HCFC-kind for emissive uses, feed stock and process agents, as well as estimated levels of the by-products HFC-23 and CTC. On the basis of this a further assessment could be attempted to identify production capacity that could be shut down relatively easily thereby maximizing benefits for the ozone layer and the climate.

- Increase in HCFC-feedstock demand may offset HCFC production for emissive uses. Swing plants that have been funded earlier to convert from CFC production should not receive further funding.
- Possible financial incentives for terminal HCFC-production closures should be explored along with mechanisms to ensure that new production capacity will not be created.
- Avoiding production increases until 2010: explore possible measures to avoid (speculative) production increases to artificially inflate the funding baseline (e.g. to develop strategies to shift production to non-emissive uses).

(ii) Cost considerations to be taken into account by the Secretariat in preparing the discussion document referred to in paragraph (i) above;

- **Maintain Cost Effectiveness (CE) thresholds for business as usual.**
Whenever there is no added value for the climate, maintain existing sector guidelines on incremental costs calculations and agreed CE threshold values according to decision **ExCom 16/20** paragraph 32c/d for the HCFC phase out.
- **Providing a climate incentive:**
In recognition of the consequences of the HCFC phase out as well as the chosen alternatives for the global climate, incremental costs for HCFC conversion that can demonstrate an added benefit to the climate should be eligible for funding above the threshold values under decision 16/20. as part of the total eligible project funding:
 - i. in addition to existing sector threshold values (dec. 16/20) above and up to a maximum percentage of the resulting total funding
 - ii. in proportion (percentage) to the aggregated GWP value of HCFC's and their alternatives consumed before and after project implementation.
 - iii. The existing practice to allow for additional costs for operational safety of HC should be maintained for early conversions.
- **Depreciation of equipment**
Amend existing sector guidelines on incremental cost calculation to include the aspect of end of economic life of HCFC capacities. Provide an incentive for early adoption of ozone protecting technologies through consideration of depreciation costs.

(iii) Cut-off date for funding eligibility;

A compromise to determine the cut of date could be based on:

First step: start from the date the MP adjustment in September 2007.

Second step: negotiate how much time should be reasonably allowed for governments to officially notify their concerned industries about the adjustment and its consequences.

In this way enterprises which are legitimately in the process of production capacity increases at the time the adjustment came into force would not unduly be penalized. On the other hand enterprises that may attempt to attract illegitimate funding through last minute production increases could be largely eliminated. This in turn would strengthen the hand of governments as they could deal with their industries as a whole thereby avoiding resistance from individual enterprises due to distinctions that must be perceived as arbitrary.

(iv) Second-stage conversions"

- Records of all MLF funded conversions of enterprises exist. The MLFS should comment on the feasibility of preparing a status report on those enterprises identifying
 - a. whether or not the enterprise is still in business, the age of the funded production line and its expected remaining useful commercial life time.
 - b. the current status of HCFC-production
 - c. other parameters helpful for an informed decision about reasonable eligible incremental costs for a second conversion.

- Consider second funding of installed HCFC capacities in cases
 - a. where full economic consideration of already provided assistance for the conversion from CFC to HCFC is given
 - b. where enterprises had been specifically converted to HCFC (no further funding will be approved for companies that had received funding for Non-HCFC alternatives)
 - c. assistance is provided only for essential investment parts, not for any operational costs reimbursement.

SUBMITTED BY THE GOVERNMENT OF JAPAN

**Japan's views on options for assessing and defining eligible incremental costs for HCFC consumption and production phase-out activities
(Submitted to the 54th Meeting of the Executive Committee in accordance with Decision 53/37)**

General comments

- Japan respects the decision XIX/6 of the Meeting of the Parties to the Montreal Protocol which was adopted on the occasion of the 20th anniversary of the adoption of the Protocol and supports the concept that the agreed incremental costs should be covered by the Multilateral Fund to enable Article 5 Parties to comply with their new commitment to the phase-out of HCFCs.
- Members of the Executive Committee are invited to submit their views on four issues with regard to the eligible incremental costs for phasing-out HCFCs under the decision 53/37 of the Executive Committee. Japan would like to submit its final views after a series of documents are published by the Fund Secretariat based on its experience and consultants' expertise for the consideration at the 54th Meeting of the Executive Committee. In general, Japan believes that discussions at the next Meeting of the Executive Committee should be conducted on the basis of the spirit of decision XIX/6 and be led to how we can assure the flexibility and efficiency and maximize the ozone protection benefit taking into account the cost-effectiveness and the impact on climate change.
- With those in mind, Japan submits its tentative views as follows.

Specific suggestions

- (i) Elements the Secretariat should consider in the draft guidelines for the preparation of national HCFC phase-out management plans
 - In order to implement the paragraph 8 of decision XIX/6 immediately and effectively, the guidelines should include the following elements.
 - Compilation of the information on a legal framework in the recipient country concerned that would assure collecting reliable baseline data on HCFCs, including the implementation of license system for HCFCs and a current scheme for collecting the reporting data on HCFCs under Article 7 of the Protocol;
 - Establishment of methodology for validation of the baseline data, including collecting information on the import data from individual importers and on the shipment for each sector/usage; and
 - Arrangement for differentiating the production and consumption data on HCFCs between emission uses and feedstock uses.
 - Japan supports the idea described in paragraphs 41 and 42 of the document UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/60, which contributes to the consideration of the assistance for second-stage conversions in an effective manner as well as the consideration of an impact of the assistance for second-stage conversions. This idea should be incorporated into the guidelines

- In order to minimize environmental impacts, the guidelines should require that national HCFC phase-out management plans describe the conversion policy which also contributes to tackling climate change and other environmental issues through, for example, conversions from HCFCs to low-GWP substances and more energy-saving equipment, as mentioned in the paragraph 11 (b) of decision XIX/6.
- The guidelines should include the breakdown of consumption data of each type of the uses and applications at the baseline years and their future consumption forecast in order to develop a concrete strategy for phase-out of HCFCs. The amount of stockpile which is not allocated to any specific use should also be identified.
- The following elements should be included in the guidelines with a view to assuring the flexible implementation of the long-term phase-out activities of HCFCs:
 - Framework which enables plans and/or strategies that can be reviewed in a flexible manner and developed in an optimized form, according to the development stage of substitutes and alternatives. This includes setting shorter time-frame for plans and/or strategies, for example, targeting 10% reduction by 2015 instead of covering the whole compliance period; and
 - Framework which enables accelerated phase-out.
- The following information should be considered in order to utilize expertise obtained and infrastructure made through implementation and/or evaluation of projects:
 - Projects for phasing out CFCs;
 - Surveys on HCFCs in Article 5 countries;
 - Evaluation reports of Refrigerant Management Plans, National Phase-out Plans, etc. if available; and
 - Information on the types and number of the existing recovery & recycling machines and refrigerant identifiers applicable to HCFCs.

(ii) Cost considerations to be taken into account by the Secretariat in preparing the discussion document referred to in paragraph (1) (i) of decision 53/37

- The following elements should be considered in addition to those which were presented to the 53rd Meeting of the Executive Committee by the Fund Secretariat.
 - Deduction of saving of operational costs through the reduction of energy consumption, if the energy efficiency of the equipment improves through conversion; and
 - How to share the costs for replacing HCFC-based chillers and food industry refrigerators with the Global Environment Facility (GEF), given that the energy efficiency of the equipment could be improved by replacement and a part of the replacement costs could be supported by GEF in the focal area of climate change.
- Cost-effectiveness of projects should be evaluated on an ODPt basis in order to be consistent with the spirit of the Montreal Protocol and ensure ozone layer protection.

(iii) Cut-off date for funding eligibility

- Though six options are presented as a result of discussions at the 53rd Meeting, Members of the Executive Committee should continue to discuss on this issue to narrow these options down at the next Meeting, with a view to decreasing burdens of the Technology and Economy Assessment Panel when it considers the level of upcoming replenishment.

(iv) Second-stage conversions

- Japan fully understands the fact that the 19th Meeting of the Parties directs the Executive Committee to make the necessary changes to the eligibility criteria related to second-stage conversions in the paragraph 5 of the decision XIX/8 with the understanding that the Multilateral Fund will cover all agreed incremental costs to enable Article 5 Parties to comply with the accelerated phase-out of HCFCs. As mentioned in (i) above, Japan expects that the idea presented in paragraphs 41 and 42 of UNEP/OzL.Pro/ExCom53/60 concerning second-stage conversions should be realized in order to consider the necessary and effective assistance taking into account the current situation of facilities converted from CFCs to HCFCs through the assistance by the Fund.

(END)

SUBMITTED BY THE GOVERNMENT OF MEXICO

(l) As a matter of priority, and taking into account paragraphs 5 and 8 of decision XIX/6 of the Nineteenth Meeting of the Parties, to invite Executive Committee Members to submit their views on the following issues to the Secretariat, by 15 January 2008, with the understanding that the Secretariat would make the submissions available to the 54th Meeting:

(i) Elements the Secretariat should consider in the draft guidelines for the preparation of national HCFC phase-out management plans;

Conduct surveys to support Art. 5 Parties in establishing their baseline data on HCFCs;

To give priority to the phase-out projects that considers a higher amount of HCFC either in metric tones and ODP tones.

Funding second stage conversion in a case by case basis

(ii) Cost considerations to be taken into account by the Secretariat in preparing the discussion document referred to in paragraph (i) above;

To consider the cost effectiveness in the consumption and production in metric tones, not in ODP tones;

To take into account the cost of technology transfer and the technical support to use the new technology;

(iii) Cut-off date for funding eligibility;

The dates proposed were the following:

2000 (Cap of HCFC production/consumption in one major country);

Not acceptable because during the year 2000 and further years there were several conversions from CFC to HCFC, in this case several companies could be out of funding.

2003 (Clean Development Mechanism);

Not acceptable because this is not for consideration in the Montreal Protocol, because the CDM help to avoid the use of green house gases without considering the substance controlled by the Montreal Protocol.

2005 (proposal for accelerated phase-out of HCFCs);

This date is also not acceptable because the rules for the phase out of HCFC were not established and there were also several companies that were doing the conversion from CFC to HCFC.

2007 (Nineteenth Meeting of the Parties);

Considering the same criteria for the CFC cut off date, **September 16th of 2007** was the date that the parties agreed to accelerate the phase out of HCFC, and then all the companies that consumed before this date are eligible and avoid the installation of new plants after this date.

2010 (end of the baseline for HCFCs);

Not acceptable because with this date we would promote the installation of new companies increasing artificially the consumption of HCFC.

(iv) Second-stage conversions;

The second stage conversion should be considered in a case by case basis, considering the cost of the technology transfer, the incremental costs and technical support to use the new technologies.

SUBMITTED BY THE UNITED STATES OF AMERICA

BACKGROUND

The United States would like to congratulate the global community for its significant progress in phase-out of ozone depleting chemicals. We believe that Article 5 countries have acquired vast experience over the last two decades implementing programs, projects and policies to phase out ODS in accordance with obligations under the Montreal Protocol and with \$2 billion worth of assistance from the Multilateral Fund. The challenge of phasing out HCFCs should take advantage of the capacities that Article 5 countries have acquired in implementing their domestic programmes, projects and policies to address the phase-out of other ODS.

Looking forward, the United States anticipates that there will be efficiencies, structures, and institutions on which to build the HCFC phase-out which will likely result in a decreased need for investment in certain areas of the Article 5 country phase-out HCFCs. In addition, we note that it is likely that there will be a decreased demand on Article 5 capacities as we move forward. Currently, Article 5 countries manage the phase-outs of 11 individual ODSs (CFCs, halons, methyl bromide, carbon tetrachloride, and methyl chloroform) compared to a post 2010 outlook where responsibilities will lie primarily with managing four major HCFCs which are, by in large, used in fewer industrial sectors than all of the other ODSs. These factors suggest the opportunity for cost savings in one area that would free up valuable resources for other important needs.

In recent ExCom history, two funding models have been used. In 2000 – 2002 a shift from a project-by-project funding to a country-driven approach was implemented by the Committee. The country-driven model allowed for the use of, and calculation of "sustained aggregate reductions" from which Article 5 countries would measure performance in their projects. Since adoption of the concept of "sustained aggregate reductions" the Article 5 countries and implementing agencies have adopted wholeheartedly more and more national- and sector-wide phase-out plans that make "sustained aggregate reductions." The concepts of "sustained aggregate reductions" and "sector or national phase-out plans" have become the norm rather than the exception for MLF projects. The "phase-out plan" approach with "sustained aggregate reductions" has proven to be more cost-effective than the project-by-project approach for the end consumption within A5 countries. The United States strongly supports this approach as a way to achieve reductions in a maximum cost-effective manner. At the 53rd Meeting of the Executive Committee, the notion of funding projects outside of the sustained aggregate reductions model was raised. The United States expressed support for the sustained aggregate reduction model and seeks to better understand the compliance basis for the argument to move away from this model from the advocates of such an approach.

Again, in the recent history, the ExCom was presented with the idea of funding CFC chillers projects because remaining CFC consumption in many A5 countries was servicing these large CFC-containing pieces of equipment. The ExCom understood that the projects might actually provide cost savings but wanted to demonstrate the environmental benefits, so chose to support a limited number of demonstration projects that required substantial counterpart funding, before MLF funds could be disbursed. In all cases, the Implementing Agencies and A5 countries created innovative projects that leveraged MLF core funding to acquire additional counterpart

co-financing. In some cases, the projects were so successful that they were either adopted by government, energy-sector quasi-government or private sector institutions to perpetuate the model. In these cases, the MLF funding was seed capital for the development of a revolving fund within the country for projects that had no eligible incremental cost component. Since some HCFC projects are likely to involve energy savings, further consideration of the seed money model may be warranted, again to ensure that funding decisions are made in a manner that is most efficient.

1. Elements the Secretariat should consider in the draft guidelines for the reparation of national HCFC management plans

We recommend that the Secretariat and ExCom build from lessons learned in implementing existing guidelines for the development, submission, and approval of country programmes, RMPs, RMP updates, TPMPs, as well as the recently developed guidelines for country-driven national and sectoral phase-out plans.

The procedures for developing and submitting country programs and country programme updates have evolved since the 3rd meeting of the ExCom. The U.S. believes that guidelines for the HCFC management plans should be even more straightforward than those for country programmes, such that they provide step-by-step procedures that help all Article 5 countries build on the already developed capacities in conducting existing country activities. We also believe that the guidelines for HCFC management plans can build on the ExCom experience with RMPs, RMP updates, TPMPs, and performance-based sector-wide and substance-wide national phase-out plans.

We believe that the submitted HCFC management plan should be a comprehensive action plan that encompasses a timetable for implementing specific activities, and indicates the sources of funding for planned activities. In addition, the U.S. believes that the management plan would be the foundation from which a country would submit for approval a first phase performance-based project – whether it is a sector-wide or substance-wide national phase-out plan (first phase). The experiences of the ExCom and Parties have demonstrated that the country-driven approach must be initiated by Article 5 countries in developing their own comprehensive management plan for addressing HCFCs.

To the extent that past lessons learned are applicable in this situation, our experience suggests that development of the HCFC management plan should be the prerequisite for all types of further funding for HCFCs, and should be directly linked to the submission of a performance-based sector-wide or substance-wide national phase-out plan. We note that the ExCom has sometimes complicated its ability to make decisions by agreeing to language in guidelines that needed to be clearer. In other cases, the ExCom has complicated its ability to make decision by agreeing to exceptions to existing guidelines which raise issues of precedence for how to treat other countries. We therefore wish to see HCFCs guidelines that are very logical and very clear. We also wish, for the sake of fairness amongst all countries, to see ExCom guidelines be applied equally across all Article 5 countries and avoid situations where exceptions need to be carved out.

HCFC management plans should be more extensive in scope than the past practice of country programs. They should include a comprehensive survey of HCFC use, that when completed would identify all uses of HCFCs. In this context, the United States sees much potential value in conducting surveys as they have a direct, compliance oriented function. In creating a comprehensive management plan, ExCom would be identifying the scope of future potentially eligible areas for funding. We believe that the survey could be done with a "mass balance approach" that would trace the use of all quantities of HCFCs produced within and/or imported into the country. The expectation is that the quantities of HCFCs that Article 5 countries have reported for years as consumption to the Ozone Secretariat under Article 7 of the Montreal Protocol could be balanced with all the amounts used in the various sectors. We note that the Montreal Protocol calls on all countries to have implemented an HCFC licensing system as of 1 January 2005 meaning that each country could take their licensing information as the basis for identifying specific quantities used in each separate industrial sector.

Past lessons learned also suggest that accomplishing certain actions early facilitate a smooth ODS phase-out. ExCom should clearly communicate that certain foundation building actions should be taken prior to or in conjunction with receiving financial assistance. Doing so would provide an incentive to governments to ensure that actions beneficial to achieving their phase-outs are taken at the appropriate time. The United States is interested in further exploring whether it makes sense to develop prerequisites for the submission of the funding request for the development of an HCFC management plan in light of the aforementioned rationale. Such possible prerequisites the United States would like to consider include: (1) ratification, (2) an existing and already implemented licensing system specific to HCFCs, and (3) in exchange for the 1st phase of funding a government commitment to meet the 2013 freeze, the 2015 reduction and the 2020 reduction. Additionally prerequisites for the submission of a proposal for a performance-based sector-wide or substance-wide national phase-out plan should be considered. For example, before an Article 5 country can submit a project proposal for a performance-based sector-wide or substance-wide national phase-out plan, there must have been 1 full year of training of customs officers regarding HCFCs that is documents as having reached more than 50% of the customs officers. Doing so would help address illegal trade issues which have been consistently identified by A5 countries as an issue of concern with respect to the CFC phase-out.

As alluded to above, the phase-out of CFCs was greatly enhanced through the widespread implementation of licensing systems and the United States anticipates that the tool will play an equally vital role in the HCFC phase-out. If countries expect to be able to comply with their 2013 freeze under the Montreal Protocol, a pragmatic decision maker would begin implementing a licensing system in the immediate future or have such a system in place already consistent with Protocol commitments. In addition to the benefits of having such a system in place early on, before a management plan is funded, the U.S. believes that the benefits and usefulness of collecting HCFC survey data will be greatly improved by the existence of an already established and implemented HCFC licensing system. Through the licensing system, the national ozone unit will be able to initiate inquires about the companies and sectors to which HCFCs are being sold to characterize national consumption.

We note that the freeze and first reduction step in the HCFC phase-out of developing countries is still many years into the future. However, the United States supports considering the concept of advancing the HCFC phase-out on a voluntary basis and assumes that a number of countries will wish to begin their HCFC reductions as an immediate follow-on to their CFC terminal phase-out thereby maintaining an even stream of assistance and capacity.

2. Cost considerations to be taken into account by the Secretariat in the discussion document

Similar to views stated previously by other government, cost effectiveness is a bedrock approach underlying Multilateral Fund assistance. Developed countries have made significant advancements in phasing out their production and consumption of HCFCs and therefore useful data on cost-effectiveness should be readily available to the Secretariat.

The United States believes that the financial mechanism of the Montreal Protocol was designed to assist Article 5 countries with addressing the global problem of ozone depletion. Article 5 countries have made enormous progress in addressing global ozone layer depletion and the phase-out of HCFCs represent the tail end of the problem. The United States believes that the calculation of agreed incremental costs must be based on the relative impact of HCFCs on the depletion of the ozone layer. Through the history of the operation of the Multilateral Fund, and in the large body of ExCom guidelines, the operation of the Fund has considered Article 5 Party support based on cost-effectiveness considerations of US\$ dollars spent per ODP-weighted kilograms phased out. We believe that this practice should not change and that the MLF needs to continue to be similarly cost-effective in addressing the agreed eligible costs for phasing out ODP-weighted tonnes of HCFCs.

One complication is the great likelihood that the costs and therefore cost effectiveness of various technologies will change over time as these technologies mature and grow in the market place. In developing and agreeing to C/E ratios, the ExCom could also agree to a set reduction to take place at a specific time in the future. Many studies have been conducted on the topic of technology and market penetration and such data can yield a highly reliable estimate of the percentage decrease in cost of alternative technologies over time. This approach may merit further consideration.

3. Cut off date for funding eligibility

The United States believes that the year 2000 is the most appropriate and accurate date to use in establishing funding eligibility for a number of reasons.

- a) Selecting an historic cut-off date is important to avoid creating a perverse incentive to amp up production/consumption with the expectation of financial assistance. The United States views this as an essential component of any future financial arrangements on CFCs.

- b) The year 2000 in particular is most appropriate because some countries already had domestic legislation limiting HCFCs in place by that time. This action indicates that it was technically feasible to take action as of the year 2000 in the Article 5 country context. We believe the year 2000 would appropriately recognize the correct environmental behavior and does not reward those who lagged behind. Alternative technologies were widely available as of the year 2000 and in fact non-article 5 countries had already phased out many tons of HCFCs by that time.

4. Second stage conversions

The United States supports the concept suggested by some countries at the 53rd Meeting that assistance for second stage conversions be focused on training and technical assistance as the Fund has already made significant investments in this area.

As a general matter, in evaluating the issue of second stage conversion, ExCom finds itself in need of further information as to the rationale for such conversions and specific data such as the number of facilities, type of facility, date of first facility conversion etc. to better understand the basis and implications of possible action in this area.

SUBMITTED BY THE GOVERNMENT OF URUGUAY

This text was submitted in Spanish and has been translated. The original Spanish version can be found below the English text.

Elements to be taken into account by the Secretariat in the draft guidelines for the preparation of national HCFC management plans:

-
- Approval of financing for preparing the Surveys, deemed to be essential in order to determine each country's situation;
- Examination of all sectors that use HCFCs, for example: **Refrigeration** – fixed air conditioning systems, refrigerated transport, industrial and commercial refrigeration; **Foams** – rigid, flexible, integral skin and others; **Solvents**; **Services**;
- Compiling and updating the database of projects implemented using Multilateral Fund resources, with updated figures for 2008;
- Definition of the format for presenting national plans – using the document already approved by the Executive Committee for the presentation of national programmes;
- Plant capacity in the country (projects already implemented) to be complemented by new resources/projects: recovery/recycling centres for “passive” treatment in the services sector; training/need to complement training;
- Destruction of impure ODS, management and logistics for the final destination of the equipment replaced and the substances. This priority aims to facilitate the preparation of national plans and should be implemented in 2008;
- Capacity-building projects in schools offering refrigeration courses so that future technicians can already be given training in good practices and environmental responsibility;
- Progressive sectoral phase-out plans, with emphasis on HCFCs with the highest ODP;
- Differential incentives for retrofit, where applicable;
- Plans for transfer of technology for gases with low impact on the climate, with reference to the availability of these new alternatives in each country (mainly in relation to technical training);
- Refunds for initiatives involving technological conversion, collection of gases and the disposal of the equipment replaced for countries that take immediate steps.

Cost considerations:

The cost-effectiveness coefficients to be adopted should take into account the following:

- The studies already conducted by the UNDP in this regard;
- The higher costs caused by the price difference between HCFCs and any substitutes. This means that, in the case of ODP or ODS, the **financing must be sufficient**.
- Transfer of the chosen technology;
- Security items needed for the new technology, bearing in mind the requirement that ODP = zero and GWP = low;
- Provision for the inclusion of final disposal logistics for the HCFC-containing equipment removed from the market and destruction of HCFCs that are contaminated or cannot be used;
- The conversion of CFCs to HCFCs is very different as far as the ozone-depleting potential (ODP) is concerned in comparison with conversion from CFCs to HFCs. For example, CFC 11 (with ODP of 1) to HCFC-141b (with ODP of 0.12) involves a reduction of 0.88. Conversion of HCFC-141b to HFC, on the other hand, only involves a small reduction of ODP;
- Consequently, as the cost of HCFC technology is much lower than the cost of the alternatives, such as HFCs, there is a possibility that the incremental cost will be higher than for the conversion from CFCs.

Time limit for eligibility for financing:

Criteria to be met when deciding on the time limit for eligibility

To prevent the establishment of new plants producing HCFC equipment and/or products;

Likewise, to prevent the establishment of new plants producing HCFCs (as occurred with the funds made available under the CDM);

Due regard to be given to those plants which, by the end of 2007, had provided verifiable information on production;

To ensure that technically and economically viable alternatives are available and are in fact being widely used in practice in countries parties to the Montreal Protocol because there are many examples but little equipment on the market;

Users of ODS adopted HCFCs as an intermediate alternative and employ these substances according to the current rules of the Montreal Protocol. Since the Nineteenth Meeting of the Parties, the rules have changed. The majority of the market was aware of this change.

Consequently, any company set up since then would be aware of the fact and therefore could/should bear the cost of its decision to use a substance that harms the environment and which is subject to a clearly-defined timetable for withdrawal from the market.

Accordingly, the cut-off date could be that of the Meeting of the Parties which approved the adjustment to the Montreal Protocol – the Nineteenth Meeting – when the timetable for accelerated phase-out of HCFCs was fixed, or December 2007.

Second-stage conversions:

Companies that converted under Multilateral Fund programmes should have the right to assistance with a second-stage conversion, as provided in paragraph 5 of decision XIX/6: “to also direct the Executive Committee of the Multilateral Fund to make the necessary changes to the eligibility criteria related to the post-1995 facilities and second conversions”.

If companies that converted using Multilateral Fund resources are not allowed to take part, this would penalize those companies that showed their faith in the Montreal Protocol and their commitment to change and, furthermore, by altering the rules of the game would cast doubt on the seriousness of the Montreal Protocol, thus making conversion from HCFCs more difficult.

Moreover, in the case of a country in which almost all the industry converted, this would give it little margin to be able to meet the first targets for reducing consumption of HCFCs.

The Secretariat’s recommendation that the implementing agencies and the National Ozone Units collect all this information in order to prepare a document that would only be examined in 2009 in order to decide how to proceed would jeopardize the preparation of management plans because there would be no decision on how to deal with these industries.

Furthermore, if the issue is to be re-examined in 2009 (in actual fact, it would start to be examined then), countries would face even greater uncertainties and this could have a negative impact on any transition strategy and on the preparation of national management plans for the phase-out of HCFCs.

With a view to the next replenishment, the Secretariat should provide the TEAP with a full list of companies that have converted to HCFCs with Fund assistance. Although this is historical information, it is valid for giving a first approximation of the companies that should be allowed financing for the total phase-out of HCFCs.

SUBMITTED BY THE GOVERNMENT OF URUGUAY

Original text submitted by the Government of Uruguay

Elementos que la Secretaría debe considerar en el borrador de las directrices para la preparación de los Planes Nacionales de Manejo de HCFCs;

- Aprobación de financiamiento para la elaboración de los "Survey", considerado básico para conocer la situación de cada país.
- Examen de todos los segmentos usuarios de HCFCs, tales como: **Refrigeración** - aire acondicionado estacionario, transporte refrigerado, refrigeración industrial y comercial; **Espumas** - rígidas, flexibles, piel integral y otras; **Solventes, Servicios**;
- Elaboración y actualización del banco de datos de proyectos que han sido implementados con recursos del Fondo Multilateral, con datos actualizados para 2008;
- Definición del formato de presentación del Plan Nacional – utilizar el documento ya aprobado por el ExCom para la presentación de programas nacionales;
- Capacidad instalada en el país (proyectos ya implementados) para complementación con nuevos recursos/proyectos: Centros de Recuperación/Reciclaje para tratamiento de "Pasivo" en el sector de servicios; Capacitación/necesidad de complementar la capacitación;
- Destrucción de las SAO impuras, manejo y logística de destino final de los equipos sustituidos y de las sustancias. Esta prioridad vista a la agilidad de la elaboración del Plan Nacional y debe ser ejecutada en 2008;
- Proyectos de "capacity building" de escuelas que dictan cursos en refrigeración, para que los futuros técnicos, desde ya, obtengan formación en Buenas Prácticas y Responsabilidad Ambiental;
- Planes de eliminación sectorial y gradual, con énfasis en HCFCs de ODP más elevado;
- Incentivo diferenciado al retrofit, en casos aplicables;
- Planes de transferencia de tecnología para gases de bajo impacto en el Clima, con referencia a la accesibilidad a estas nuevas alternativas para cada país (principalmente en relación a la capacitación técnica);
- Restitución para iniciativas relacionadas a la conversión tecnológica, a la recolección de gases y a la disposición de equipos sustituidos para los países que adopten acciones inmediatas.

Consideraciones sobre costos:

Los coeficientes costo-efectividad que se adopten deberán considerar lo siguiente:

- Tener en cuenta los estudios ya hechos por el PNUD sobre este punto.
- los mayores costos que surjan de la diferencia de precios entre el HCFC y los eventuales sustitutos. Esto implica que, se tome ODP o SAO, el **financiamiento debe ser suficiente**.
- Transferencia de la tecnología elegida.
- Ítems de seguridad requeridos por la nueva tecnología, considerando los requisitos de ODP= zero e GWP= bajo;
- Previsión de inclusión de logística de disposición final de los equipamientos que contienen HCFCs retirados del mercado, y destrucción de los HCFCs contaminados o que no puedan utilizarse.
- Comparativamente, la conversión de CFC para HCFC tiene gran variación en potencial de destrucción de la capa de ozono (ODP) que la conversión de CFC para HFC. Ej.: del CFC11 (con ODP 1) para HCFC-141b (de ODP 0,12), hay una reducción de 0,88. Sin embargo, en la conversión de HCFC-141b para HFC, hay poca reducción de ODP.
- En tal sentido, como el costo de tecnología de los HCFCs es mucho más bajo que el costo de sus alternativas, como el HFC, entonces hay una posibilidad del costo incremental ser más grande que el de la conversión de los CFCs.

Fecha límite de admisibilidad de la financiación:

Criterios que se deberían respetar en la elección de la fecha de elegibilidad:

Evitar que se instalen nuevas plantas productoras de equipos y/o productos con HCFC.

Evitar del mismo modo, que se instalen nuevas plantas productoras de HCFC (tal como sucedió como consecuencia de los fondos disponibles por MDL).

Se deberían respetar las plantas que a fines del 2007 hayan informado producción, y que pueda ser verificada.

Asegurar que haya alternativas disponibles que sean técnicamente y económicamente viables y que estén siendo utilizados en un porcentaje considerable en los países Parte del Protocolo de Montreal, realmente en la práctica, porque hay muchos ejemplos pero con pocos equipos en el mercado.

El mercado usuario de las SAO adoptó como alternativa intermediaria los HCFCs y venía actuando con tales sustancias de acuerdo con las reglas vigentes del Protocolo de Montreal. Desde la fecha de la 19a Reunión de las Partes dichas reglas cambiaron. El mercado, en su mayoría, tuvo conocimiento de este hecho. Por esa razón, toda empresa que fue establecida a partir de esa fecha dispondría de ese conocimiento, por lo tanto puede/debe asumir el costo de su decisión de usar una sustancia dañosa al medio ambiente y para cuya retirada del mercado fue establecido un cronograma claro.

En tal sentido, la fecha de corte podría ser la misma fecha de la Reunión de las Partes que aprobó el Ajuste al Protocolo de Montreal - la 19a Reunión - donde fue incluido el calendario de eliminación acelerada de los HCFCs, o Diciembre de 2007.

Conversiones en una segunda etapa:

Las empresas reconvertidas en programas del FMPM, deben tener derecho a ser asistidas en una 2da. conversión, tal como lo establece la cláusula 5 de la Decisión XIX/6: “to also direct the Executive Committee of the Multilateral Fund to make the necessary changes to the eligibility criteria related to the post-1995 facilities and second conversions”.

Si no se permite participar a las empresas reconvertidas por el FMPM, constituiría un castigo para aquellas empresas que confiaron en el PM y apostaron al cambio, además, al cambiar las reglas del juego, se pondría en duda la seriedad del PM, pudiendo así, dificultar la reconversión de HCFCs.

Asimismo, en el caso de un país en el cual se ha reconvertido a casi toda su industria, se lo dejaría con poco margen para poder cumplir con las primeras metas de reducción del consumo de HCFC.

La recomendación de la Secretaría referida a que las agencias de implementación y las Unidades Nacionales de Ozono recaben toda esa información para elaborar un documento que recién sería considerado en el 2009 para decidir qué hacer, impediría la elaboración de los planes de gestión por no saber cómo considerar a estas industrias.

Por otro lado, si el tema se volviera a re-examinar en el 2009 (que en realidad se empezaría a examinar en esa fecha), la incertidumbre para los países se alargaría mucho

y podría impactar negativamente en cualquier estrategia de transición y en la elaboración de los planes nacionales de gestión para la eliminación de los HCFC.

La Secretaría debería proporcionar al TEAP, con vistas a la próxima reposición, la lista completa de las empresas que se convirtieron a HCFC con asistencia del fondo. Aunque se trate de información histórica, es válida para tener una primera aproximación de las empresas a las que se debería facilitar financiamiento para la eliminación total de los HCFC.

Annex III

ARTICLE 7 HCFC DATA AND PROJECTIONS (IN ODP TONNES)(1)

HCFCs	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Assumed Baseline/ Freeze	Difference
CONSUMPTION														
HCFC-22	7,535	7,228	7,863	10,188	12,749	12,382	13,621	14,983	16,481	18,129	19,942	21,936	17,305	4,631
HCFC-141B	3,322	4,068	5,482	7,046	5,745	11,157	12,273	13,500	14,850	16,335	17,969	19,766	15,593	4,173
HCFC-142B	81	83	350	334	527	1,903	2,094	2,303	2,533	2,786	3,065	3,372	2,660	712
Other HCFCs	55	62	125	109	178	216	237	261	287	316	347	382	301	81
Total HCFC (3)	10,993	11,440	13,820	17,676	19,199	25,659	28,224	31,047	34,152	37,567	41,323	45,456	35,859	9,597
Growth rates		4%	21%	28%	9%	34%								
Total HCFC (4)							30,278	35,728	42,159	49,747	58,702	69,268	45,953	23,315
CONSUMPTION BY GROUPS OF COUNTRIES														
Largest countries (2)	8,836	9,205	11,461	14,820	16,154	22,453	24,699	27,169	29,885	32,874	36,161	39,778	31,380	8,398
Other countries	2,157	2,236	2,359	2,856	3,045	3,205	3,526	3,878	4,266	4,693	5,162	5,678	4,479	1,199
Total	10,993	11,440	13,820	17,676	19,199	25,659	28,224	31,047	34,152	37,567	41,323	45,456	35,859	9,597
PRODUCTION														
HCFC-22	6,909	7,507	9,249	12,544	14,754	16,853	18,538	20,392	22,431	24,674	27,141	29,855	23,552	6,303
HCFC-141B	1,154	2,246	3,569	4,370	4,786	8,182	9,001	9,901	10,891	11,980	13,178	14,496	11,435	3,060
HCFC-142B	1		234	220	366	1,420	1,562	1,718	1,890	2,079	2,287	2,515	1,984	531
Other HCFCs	-	-	56	37	40	154	169	186	205	225	248	272	215	57
Total HCFC	8,064	9,753	13,108	17,171	19,946	26,609	29,269	32,196	35,416	38,958	42,853	47,139	37,187	9,952
Growth rates		21%	34%	31%	16%	33%								
Total HCFC (4)							31,399	37,050	43,719	51,589	60,875	71,832	47,654	24,178

(1) Article 7 data for all Article 5 countries excluding Republic of Korea, Singapore and United Arab Emirates (as of January 2008).

(2) Seven countries, each with total HCFC consumption above 360 ODP tonnes.

(3) Assumed annual growth rate of 10 percent for both production and consumption projected from actual 2006 HCFC data.

(4) Average annual growth rate based on Article 7 data between 2003-2006 was 18 per cent.